

PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE  
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. D.A.G.E./3 - JMDel/DC



**ARRETE PREFECTORAL autorisant le Centre Hospitalier de Valenciennes à installer et exploiter une nouvelle blanchisserie sur le territoire de la commune de VALENCIENNES et à procéder à la régularisation administrative des activités existantes.**

**LE PREFET DE LA REGION NORD-PAS-de-CALAIS,  
PREFET DU NORD,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR,**

VU les dispositions du code de l'environnement annexées à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 ;

VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

VU les décrets n° 93.742 et 93.743 du 29 mars 1993 ;

VU la nomenclature des installations classées résultant du décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU les actes réglementant les activités du Centre Hospitalier de Valenciennes – siège social : avenue Désandrouins – B.P. 479 – 59322 VALENCIENNES CEDEX – au titre de la législation s'appliquant aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la demande présentée par le Centre Hospitalier de Valenciennes en vue d'obtenir l'autorisation d'installer et d'exploiter une nouvelle blanchisserie sur le territoire de la commune de VALENCIENNES et de procéder à la régularisation administrative des activités existantes ;

VU le dossier produit à l'appui de cette demande ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 12 octobre 1993 ordonnant l'ouverture d'une enquête publique du 8 novembre 1999 au 8 décembre 1999 inclus ;

VU le procès-verbal et l'avis du commissaire enquêteur ;

VU l'avis de Monsieur le sous-préfet de VALENCIENNES ;

VU l'avis du conseil municipal de VALENCIENNES ;

VU l'avis du conseil municipal d'AULNOY-lez-VALENCIENNES ;

VU l'avis du conseil municipal de SAINT-SAULVE ;

VU l'avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail du Centre Hospitalier de VALENCIENNES ;

VU l'avis de Madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales ;

VU l'avis de Monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ;

VU l'avis de Monsieur le directeur départemental de l'équipement ;

VU l'avis de Monsieur le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle du Nord-Valenciennes ;

VU l'avis de Monsieur le directeur régional de la navigation du Nord-Pas-de-Calais ;

VU l'avis de Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours ;

VU l'avis de Monsieur le chef de la division de l'équipement, direction de Lille de la S.N.C.F. ;

VU l'avis de Monsieur le directeur régional de l'environnement ;

VU le rapport et les conclusions de Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène lors de sa séance du 18 juin 2002 ;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

## **ARRETE :**

### **TITRE I. – CONDITIONS GENERALES**

#### **ARTICLE 1<sup>er</sup>. – OBJET DE L'AUTORISATION**

##### **1.1. – Activités autorisées**

Le Centre Hospitalier de Valenciennes, dont le siège social est situé avenue Désandrouins – B.P. 479 – 59322 VALENCIENNES CEDEX – est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de VALENCIENNES, les installations suivantes :

Libellé en clair de l'installation	Capacité	Rubrique de classement	AS - A - D ou NC
Blanchisseries - laveries de linge	9 t/j	2340	A
Installations de combustion	32,5 MW	2910-A	A
Installations de réfrigération ou de compression	1,60 MW	2920-2-a	A
Installations de traitement et de développement des surfaces photosensibles à base argentique	76 500 m <sup>2</sup>	2950-2-a	A
Utilisation de transformateurs au polychlorobiphényles	3 800 l	1180-1	D
Utilisation de substances radioactives sous forme de sources scellées ou non, conformes ou non aux normes NFM 61-002 et NFM 61-003, dont l'activité totale est déterminée selon le mode de classement de la rubrique 1700 de la nomenclature des installations classées	280 MBq	1710-1-b	D
Stockage et emploi d'oxygène	17,5 t	1220-3	D
Atelier de charge d'accumulateurs	270 kW	2925	D
Dépôt de liquides inflammables	70 m <sup>3</sup>	1432-2-b	D
Dépôt de bois, cartons ou combustibles analogues	15 000 m <sup>3</sup>	1530	D
Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale	1 t/j	2221	D
Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale	5 t/j	2220	D
Ateliers du travail du bois ou de matériaux combustibles analogues	45 kW	2410	N.C.
Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur	180 m <sup>2</sup>	2930	N.C.

## 1.2 - Installations soumises à déclaration

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les installations classées soumises à déclaration figurant dans le tableau visé à l'article 1.1.

## **ARTICLE 2 : CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION**

### **2.1. - Plans**

Sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, l'établissement est situé et exploité conformément aux plans et descriptifs joints au dossier général de demande d'autorisation d'exploitation de l'établissement et des dossiers particuliers des installations citées à l'article 1.1 et repérés par leur numéro de rubrique de la nomenclature des installations classées.

### **2.2. - Intégration dans le paysage**

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site et tient régulièrement à jour un schéma d'aménagement. L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence. Les abords de l'établissement, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Notamment les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.

### **2.3. - Contrôles et analyses**

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire. Les frais occasionnés par ces opérations sont à la charge de l'exploitant.

### **2.4. - Contrôles inopinés**

L'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par lui-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Elle peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

### **2.5. - Hygiène et sécurité**

L'exploitant doit se conformer à toutes les prescriptions législatives et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.



## TITRE II : PRÉVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU

### ARTICLE 3 : LIMITATION DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU

#### 3.1. - Origine de l'approvisionnement en eau

L'eau utilisée dans l'établissement provient uniquement du réseau public de distribution d'eau potable de la ville de Valenciennes.

L'usage du réseau d'eau d'incendie est strictement réservé à l'extinction d'incendies et aux services de secours, ainsi qu'aux opérations d'entretien ou de maintenance hors gel de ce réseau.

La consommation d'eau annuelle ne doit pas excéder 420 000 m<sup>3</sup>.

#### 3.2. - Conception et exploitation des installations de prélèvement d'eau

La consommation de l'eau peut être répartie en trois utilisations :

- l'eau (froide) brute,
- l'eau traitée,
- l'eau de protection incendie.

##### 3.2.1. - Eau brute

L'eau froide brute est disponible dans tous les bâtiments. Si nécessaire elle est mise en charge pour parvenir à tous les étages, soit à l'aide de dispositifs de surpression installés dans des locaux des Services Généraux de l'établissement, soit par les vides sanitaires en alimentation de secours.

##### 3.2.2. - Eau traitée

###### 3.2.2.1. *Eau adoucie*

L'eau est adoucie en tant que de besoin pour son utilisation en cuisine, en blanchisserie, dans les services de radiologie et les unités de soins particuliers.

###### 3.2.2.2. *Eau osmosée*

L'eau osmosée est utilisée pour la stérilisation, les services d'hémodialyse et le plateau technique de biologie.

### 3.2.2.3. Eau chaude - Vapeur

Les chaudières produisent de la vapeur à 12 bar et 180° C.

Au moyen d'échangeur, cette vapeur est transformée en eau chaude à :

- 105° C (6 bar ou 2,5 bar) pour le chauffage des locaux ;
- 60° C pour les cuisines et les offices ;
- 45° C pour les installations sanitaires.

### 3.2.2.4. Eau glacée

L'eau glacée produite en circuit fermé par des installations frigorifiques est utilisée pour tempérer la température des locaux.

### 3.2.2.5. Eau déminéralisée

L'eau déminéralisée est produite dans et par les services utilisateurs (pharmacie, laboratoires...).

## 3.3. - Relevé des prélèvements d'eau

3.3.1. - Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur.

3.3.2. - Le relevé des volumes prélevés doit être effectué journallement.

Les informations doivent être inscrites dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

## 3.4. - Protection des réseaux d'eau potable

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de déconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes doivent être installés afin d'isoler les réseaux d'eaux internes à l'établissement et pour éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans les réseaux d'eau publique.

De même des dispositifs de déconnexion doivent isoler le réseau d'eau froide de ceux des eaux traitées et d'incendie.

# ARTICLE 4 : PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

## 4.0. - Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou des sols.

#### **4.1. - Canalisations de transport de fluides**

5

4.1.1. - Les canalisations de transport de matières dangereuses ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique par les produits qu'elles contiennent, ainsi que protégées en tant que de besoin contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...).

4.1.2. - Sauf exception motivée par des raisons de sécurité, d'hygiène ou de technique, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement doivent être aériennes ou mises sous gaines techniques visitables ou encore en coffres. Les réseaux en fluide pouvant générer des gaz inflammables, nocifs ou toxiques doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite, notamment dans les espaces confinés.

4.1.3. - Toute liaison entre réservoir et installation fixes doit être réalisée par une tuyauterie rigide.

4.1.4. - Les différentes canalisations doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité. Les réseaux d'évacuation doivent pouvoir se vidanger totalement par gravité.

4.1.5. - Elles doivent être repérées conformément aux règles en vigueur.

#### **4.2. - Plan des réseaux**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.

Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

#### **4.3. - Réservoirs**

4.3.1. - Les réservoirs susceptibles de contenir des acides, des bases, des toxiques de toute nature, ou des sels fondus ou en solution dans l'eau, sont construits conformément aux règles de l'art. Les matériaux utilisés à leur construction doivent être soit résistants à l'action chimique des liquides contenus, soit revêtus sur les surfaces en contact avec le liquide d'une garniture inattaquable.

L'ensemble de ces réservoirs est réalisé de manière à être protégé et à résister aux chocs occasionnels dans le fonctionnement normal des installations.

4.3.2. - Les réservoirs de produits polluants ou dangereux non soumis à la réglementation des appareils à pression de vapeur ou de gaz, ni à celles relatives au stockage des liquides inflammables doivent satisfaire aux dispositions suivantes :

- si leur pression de service est inférieure à 0,3 bar, ils doivent subir un essai d'étanchéité à l'eau par création d'une surpression égale à 5 cm d'eau,
- si leur pression de service est supérieure à 0,3 bar, les réservoirs doivent :

- porter l'indication de la pression maximale autorisée en service,
- être munis d'un manomètre et d'une soupape ou organe de décharg taré à une pression au plus égale à 1,5 fois la pression en service.

4.3.3. - Les essais prévus ci-dessus doivent être renouvelés après toute réparation notable ou dans le cas où le réservoir considéré serait resté vide pendant 24 mois consécutifs.

4.3.4. - Ces réservoirs doivent être équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi les débordements en cours de remplissage. Lorsque le contenu des réservoirs est destiné à être complété par des produits ou substances toxiques ou dangereux pour l'environnement, une alarme, asservie au dispositif de contrôle de niveau de remplissage, doit se déclencher en cas de risque de débordement.

4.3.5. - Les réservoirs contenant des produits incompatibles susceptibles de provoquer des réactions violentes ou de donner naissance à des produits toxiques lorsqu'ils sont mis en contact, doivent être implantés et exploités de manière telle qu'il ne soit aucunement possible de mélanger ces produits.

4.3.6. - En fin d'exploitation, les réservoirs ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux doivent être vidés, nettoyés, dégazés et le cas échéant décontaminés. Ils sont si possible enlevés, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées, ils doivent être rendus inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.

#### **4.4. - Cuvettes de rétention**

4.4.1. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

4.4.2. - Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 l, la capacité de rétention doit être au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 800 l (ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l).

4.4.3. - Les capacités de rétention doivent être étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.

4.4.4. - L'étanchéité du (ou des) réservoir associé(s) à une cuvette de rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

4.4.5. - Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

4.4.6. - Les aires de chargement et de déchargement de véhicules-citernes ainsi que les aires d'exploitation doivent être étanches, ne pas comporter de regard des réseaux de collecte des eaux pluviales et disposées en pente suffisante pour drainer les fuites éventuelles vers une (des) rétention(s) qui doit (doivent) être maintenue(s) vidée(s) dès qu'elle(s) a (ont) été utilisée(s). Sa (leur) vidange doit être effectuée manuellement après contrôle et décision sur la destination de son (leur) contenu.

#### **4.5. - Prévention des pollutions accidentelles**

Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc...), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et non poreux et réalisé en matériaux inertes vis-à-vis des fluides stockés. La disposition du sol doit s'opposer à tout épanchement éventuel de liquide dans les zones où il présenterait un danger. Il est équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent l'en sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Lorsque la rétention est pourvue d'un conduit d'évacuation des effluents, ce dernier doit être maintenu fermé pendant les périodes normales de fonctionnement des installations et n'être ouvert que pour la récupération des effluents. Les produits recueillis sont de préférence recyclés, ou en cas d'impossibilité évacués comme un déchet dans les conditions prévues au titre V du présent arrêté.

En fin d'exploitation tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets doivent être valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées.

### **ARTICLE 5 : RESEAU DE COLLECTE DES EFFLUENTS**

5.1. - Tous les effluents aqueux doivent être canalisés.

5.2. - Les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux pluviales non polluées et les diverses catégories d'eaux polluées.

5.3. - En complément des dispositions prévues à l'article 4.1. du présent arrêté, les réseaux d'évacuation doivent être conçus et aménagés pour permettre leur curage. Un système de déconnexion doit permettre leur isolement par tronçon et par rapport à l'extérieur. L'exploitant doit présenter à l'inspection des installations classées une étude relative aux possibilités de sectorisation des réseaux.

5.4. - Le curage des réseaux de collecte des effluents est réalisé chaque année et celui des eaux pluviales tous les trois ans.

**5.5. -** Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, doivent être équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

## **ARTICLE 6 : TRAITEMENT DES EFFLUENTS**

### **6.1. - Obligation de traitement**

Les effluents doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

### **6.2. - Conception des dispositifs de traitement**

Les dispositifs de traitement doivent être conçus pour faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier en début et en fin de leur fonctionnement ou de leur utilisation.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

### **6.3. - Dispositifs de traitement**

#### **6.3.1. Traitement des eaux pluviales**

Les eaux provenant des aires de stationnement des véhicules ne peuvent être rejetées dans le réseau d'assainissement qu'après traitement dans des dispositifs déshuileurs-débourbeurs suffisamment dimensionnés. L'exploitant doit pouvoir justifier des caractéristiques des dispositifs par une étude technique, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **6.3.2. - Traitement des eaux usées**

Les eaux usées provenant des installations de restauration et de préparation des repas sont prétraitées par un traitement bio-bactérien en amont d'un bac dégraisseur et avant leur rejet dans le réseau d'assainissement.

Les eaux usées provenant de la blanchisserie sont collectées avant rejet dans le réseau d'assainissement par un dispositif de traitement constitué des éléments suivants :

- un dégrilleur automatique avec récupération dans un bac de déchets solides ;
- une cuve de stockage et d'homogénéisation de 200 m<sup>3</sup> permettant :
  - la neutralisation des effluents par injection et dosage automatisés de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>),
  - le refroidissement des effluents par brassage ;
- un dispositif de pompage d'un débit maximal de 10 m<sup>3</sup>/h, secouru par une deuxième pompe, piloté par un régulateur de niveaux haut et bas de la cuve de 200 m<sup>3</sup>.

Les eaux usées provenant des activités de nettoyage et de lavage des laboratoires et de leurs équipements doivent subir une neutralisation chimique et bactériologique avant leur rejet dans le réseau d'assainissement.

Les eaux usées provenant de la fosse à hydrocarbures de l'atelier de peinture et celles de la bache de refroidissement de la chaudière doivent subir une décantation puis un passage dans un séparateur déshuileur-débourbeur avant le rejet dans le réseau d'assainissement.

### 6.3.3. - Traitement des effluents radioactifs

Seuls les effluents liquides contenant uniquement des radionucléides de période inférieure à 100 jours peuvent être rejetés dans le réseau d'assainissement de l'établissement après avoir subi un traitement de décroissance.

#### 6.3.3.1. *Collecte et stockage*

L'exploitant recense sous sa responsabilité les zones et lieux pouvant être à l'origine de rejets d'effluents liquides radioactifs.

##### a. Cas des laboratoires de préparation et de manipulation de sources non scellées

Les effluents radioactifs doivent être dirigés, à partir de points d'évacuation réservés uniquement à cet effet et signalés en conséquence, vers un ensemble de deux cuves-tampons fonctionnant alternativement en remplissage et en stockage de décroissance.

##### b. Cas des sanitaires des chambres protégées

Les prescriptions du présent paragraphe concernent le cas des chambres protégées réservées à l'hospitalisation de patients faisant l'objet d'une thérapie utilisant des radionucléides.

Les effluents liquides provenant des sanitaires de ces chambres doivent être collectés dans deux cuves-tampons autres que celles des laboratoires définies au point a. ci-dessus mais fonctionnant selon le même principe.

##### c. Cas des sanitaires de l'unité de médecine nucléaire

Les prescriptions du présent paragraphe concernent le cas des sanitaires de l'unité de médecine nucléaire réservés aux patients injectés, situés hors secteur d'hospitalisation.

Les effluents provenant des sanitaires utilisés par les patients injectés doivent transiter par une fosse de décroissance suffisamment dimensionnée ( $2 \text{ m}^3$  pour une fréquentation journalière de 25 personnes), placée en amont du réseau public d'assainissement. Les effluents liquides sont évacués par la partie haute de **la fosse**.

Lorsqu'ils sont séparés des effluents liquides depuis les sanitaires, les matières solides peuvent être dirigées directement vers le réseau d'assainissement sans passer par la fosse de décroissance.

### 6.3.3.2. Local de décroissance

Les deux cuves-tampons et la fosse de l'unité de médecine nucléaire sont placées en rétention dans un local en sous-sol de l'unité, de même que les cuves-tampons situées dans celui de l'unité de soins des patients.

Les locaux sont suffisamment ventilés et fermés à clé.

Les cuves-tampons et la fosse sont constituées en matériau pouvant être facilement décontaminé (béton à proscrire). Elles sont équipées d'un trou d'homme, d'un dispositif de prélèvement en position haute, d'un évent filtré par charbon actif, de détecteurs de niveau, des états de positionnement des vannes et de la pompe avec report d'alarme sur les tableaux synoptiques des locaux de surveillance permanente de l'établissement.

Les bacs de rétention sont équipés d'un système de détection de fuites avec report d'alarme sur les tableaux synoptiques.

## 6.4. - Entretien et suivi des dispositifs de traitement

Les dispositifs de traitement doivent être correctement entretenus. Des vannes de fermeture équipent les canalisations amont et aval pour permettre leur isolement en cas d'intervention sur ces dispositifs.

Le bac dégraisseur et les canalisations en amont sont vidés et curés tous les **trois** mois au moins. Les dispositifs déshuileurs-débourbeurs sont nettoyés tous les six mois au moins.

Dans le cas de la collecte des effluents liquides radioactifs, la vidange de la cuve-tampon en stockage de décroissance vers le réseau d'assainissement public ne peut être réalisée qu'après contrôle du niveau de radioactivité résiduelle. Un premier contrôle de radioactivité est réalisé lorsque la détection du niveau de la seconde cuve-tampon est effectuée au deux-tiers de son remplissage. Après vidange, la cuve-tampon est nettoyée et rincée.

Les effluents solides des cuves-tampons et de la fosse doivent être curés par une société compétente et informée des risques. Les effluents solides doivent être éliminés dans une filière autorisée à cet effet.

Lorsque le fonctionnement des dispositifs de traitement fait l'objet de travaux de suivi et d'entretien, les résultats et les dates de ces contrôles doivent être portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les opérations d'entretien des réseaux et des équipements des eaux traitées, dans le cadre de la lutte contre la prolifération des légionelles, sont décrites dans la circulaire DGS/VS4/98/771 du 31 décembre 1998 susvisé.



### **6.5. - Dysfonctionnements des dispositifs de traitement**

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des dispositifs de traitement sont susceptibles de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les activités concernées.

## **ARTICLE 7 : DÉFINITION DES REJETS**

### **7.1. - Identification des effluents**

Les différentes catégories d'effluents sont les suivantes :

- 1 ) les eaux exclusivement pluviales et eaux non susceptibles d'être polluées (eaux provenant des réseaux d'incendie lors des essais périodiques, en dehors des eaux de surface sur feu réel),
- 2 ) les eaux domestiques : les eaux vannes, les eaux des lavabos et douches, les eaux de cantine, les eaux de lavage des surfaces,
- 3 ) les eaux résiduaires : les eaux issues des dispositifs de traitement des eaux usées,
- 4°) les effluents liquides pollués par certaines activités ou par accident ou par dysfonctionnement des dispositifs de traitement.

### **7.2. - Dilution des effluents rejetés**

Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des dispositifs de traitement.

### **7.3. - Interdiction de rejets**

7.3.1. - Le rejet direct ou indirect d'effluents même traités dans la nappe d'eaux souterraines est interdit. L'exploitant prend toutes les mesures appropriées pour l'obturation des ouvrages (puits, forages, piézomètres,...) en liaison avec la nappe.

7.3.2. - Ne peuvent être rejetées dans le réseau d'assainissement et doivent être éliminés ou valorisés dans une filière autorisée prévue à cet effet selon les dispositions des articles 23 ou 25 du présent arrêté les effluents liquides suivants :

- les effluents des automates de biologie clinique, hormis ceux provenant des rinçages des cuvettes réactionnelles préalablement vidées ;

- les effluents provenant des activités de laboratoire (paillasses essentiellement) autres que les eaux usées provenant des activités de nettoyage et de lavage ( et devant subir une neutralisation chimique et bactériologique avant rejet) ;
  - les effluents radioactifs provenant des activités de médecine nucléaire contenant des radionucléides de période supérieure à 100 jours ;
- ainsi que tout effluent liquide dont les caractéristiques ne répondent pas aux prescriptions des articles 8.1 et 8.3 du présent arrêté.

#### **7.4. - Caractéristiques générales des rejets**

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages de collecte ou de traitement des rejets, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

De plus :

- ils ne doivent pas comporter des substances toxiques, nocives ou néfastes dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson, de nuire à sa nutrition ou à sa reproduction ou à sa valeur alimentaire,
- ils ne doivent pas provoquer une coloration notable du milieu récepteur, ni être de nature à favoriser la manifestation d'odeurs ou de saveurs.

#### **7.5. - Localisation des points de rejet**

Les eaux domestiques ou résiduairees sont rejetées dans la station d'épuration de Valenciennes.

Le rejet des eaux pluviales dans le milieu naturel s'effectue dans l'Etang du Vignoble au PK 20.175, rive gauche de l'Escaut.

D'autres exutoires des eaux exclusivement pluviales peuvent être envisagés sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté et des conditions d'acceptation du milieu récepteur. La mise en œuvre de nouveaux exutoires doivent faire l'objet d'une information préalable auprès de l'inspection des installations classées et des services chargés de la Police des Eaux.

## **ARTICLE 8 : VALEURS LIMITES DE REJETS**

13

### **8.1. - Eaux exclusivement pluviales**

Le rejet des eaux pluviales ne doit pas contenir plus de :

SUBSTANCES	CONCENTRATIONS (en mg/l)	MÉTHODES DE RÉFÉRENCE
MES	35	NF EN 872
DCO	40	NF T 90-101
DBO5	10	NF T 90-103
Hydrocarbures totaux	5	NF T 90-114
Azote global	3	NF T 90-045
Phosphore total	0,6	NF T 90-023

### **8.2. - Eaux de refroidissement**

Les eaux de refroidissement doivent être intégralement recyclées.

### **8.3. - Eaux domestiques et résiduaires**

Les eaux domestiques et résiduaires doivent être traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

Le plan de gestion interne des rejets d'effluents liquides établi conformément aux prescriptions de l'article 22 du présent arrêté est mis à jour en vue d'un renouvellement de l'autorisation de déversement interne établie en application de l'article L 1331-10 du code de la santé publique.

Le raccordement à la station d'épuration de Valenciennes doit être autorisé par la collectivité à laquelle appartient le réseau public, en application de l'article L 35-8 du code de la santé publique. Une convention fixant les conditions administratives, techniques et financières de raccordement peut compléter utilement l'autorisation. Elle fixe les conditions de surveillance du fonctionnement de la station d'épuration collective recevant les effluents et notamment le rendement de l'épuration entre l'entrée et la sortie de la station.

Le rejet des dispositifs de traitement des eaux résiduaires doit respecter les conditions suivantes :

Débit maximal	Température maximale	pH (fourchette)
10 m <sup>3</sup> /h	30° C	5,5 - 8,5

Les valeurs limites de concentration ou de flux imposées à l'effluent à la sortie de chaque dispositif de traitement ou ouvrage de rejet de l'établissement, ne doivent pas dépasser les valeurs limites données par le tableau suivant :

PARAMETRES	CONCENTRATIONS (en mg/l)	FLUX
	Maximale instantanée	Maximal journalier (en kg/j)
MeS	600	100
DBO <sub>5</sub> (1)	800	100
DCO (1)	2 000	300
Azote global (2)	150	50
Phosphore total (3)	50	15

(1) (sur effluent non décanté)

(2) (mesuré en N et l'azote organique, l'azote ammoniacal et l'azote oxydé)

(3) (mesuré en P)

Les méthodes de prélèvement, mesure et analyses, de référence sont celles indiquées à l'article 10.1. du présent arrêté.

Le nettoyage et le rinçage des éprouvettes ou cuvettes réactionnelles préalablement vidées des automates de laboratoire doivent être réalisés par un protocole définissant la nature et les quantités de réactifs strictement nécessaires au traitement des récipients et permettant le rejet des effluents issus du traitement dans le réseau d'assainissement public conformément aux dispositions du présent article.

#### **8.4. - Effluents radioactifs**

L'activité résiduelle des effluents liquides ne doit pas dépasser 7 Bq/l.

Les mesures sont réalisées par un spectromètre de rayonnement  $\gamma$  sur une durée de 8 h.

##### **8.4.1. - Effluents rejetés par les laboratoires de préparation et de manipulation**

Un contrôle préalable de l'activité résiduelle est réalisé lors de la mise en stockage en décroissance dans la cuve-tampon. Le temps de séjour dans la cuve-tampon de stockage en décroissance pour atteindre le seuil de l'activité résiduelle admissible est déterminé par calcul en utilisant la mesure du contrôle préalable de l'activité résiduelle initiale.

##### **8.4.2. - Effluents rejetés par les sanitaires des chambres protégées**

L'activité résiduelle des effluents liquides en sortie de la cuve de stockage en décroissance doit être inférieure à 100 Bq/l (cas notamment des radionucléides des groupes 2 et 3).

## **ARTICLE 9 : CONDITIONS DE REJET**

### **9.1. - Conception et aménagement des ouvrages de rejet**

Les ouvrages de rejet des effluents liquides doivent être aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée aux abords immédiats du point de rejet.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

## **9.2. - Points de prélèvements**

Un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure sont prévus en aval immédiat de chaque dispositif de traitement ou ouvrage de rejet des effluents liquides.

Ces points sont implantés en amont de toute canalisation d'eaux domestiques ou pluviales et dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ils sont en outre aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour les identifier et faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées et du service chargé de la police des eaux.

Les points de rejets en limite de propriété de l'établissement sont accessibles par l'intermédiaire de regards placés à l'intérieur du site de l'établissement.

## **9.3. - Equipement des points de prélèvements**

Avant rejet dans le réseau d'assainissement, l'ouvrage d'évacuation des effluents de la blanchisserie doit être équipé des dispositifs de prélèvement et de mesure automatiques suivants :

- un système permettant le prélèvement d'une quantité d'effluents proportionnelle au débit sur une durée de 24 h, et la conservation des échantillons à une température de 4 °C,
- un appareil de mesure du débit en continu avec enregistrement,
- un pH-mètre en continu avec enregistrement,
- une sonde de température.

# **ARTICLE 10 : SURVEILLANCE DES REJETS**

## **10.1. - Autosurveillance**

### **10.1.1. - Blanchisserie**

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des rejets de la blanchisserie. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais.

Les paramètres à mesurer en continu sont les suivants :

- débit,
- pH,
- température

Les analyses trimestrielles doivent porter sur les paramètres donnés par le tableau suivant :

PARAMETRES	MÉTHODES DE MESURE
MeS	NF EN 872
DCO	NFT 90101
DBO <sub>5</sub>	NFT 90103
Azote global	NF EN ISO 25663, 10304-1, 10304-2, 13395 et 26777, FDT 90045
Phosphore total	NFT 90015

Lorsque les flux journaliers dépassent les valeurs de flux indiquées au tableau de l'article 8.3 du présent arrêté, une mesure hebdomadaire est réalisée pour les paramètres donnés par le tableau ci-dessus.

#### 10.1.2. - Effluents radioactifs

L'exploitant doit mettre en place une autosurveillance des effluents radioactifs liquides au point de rejet des dispositifs suivants :

- la fosse de décroissance ;
- le collecteur général du réseau d'assainissement de l'établissement. La mesure sur le collecteur général est prélevée lors de la vidange de la cuve-tampon de stockage en décroissance des effluents liquides provenant des sanitaires des chambres protégées.

Les analyses trimestrielles doivent porter sur l'activité  $\gamma$  totale.

Les résultats des mesures sont à comparer aux niveaux-guides suivants :

- 1 000 Bq/l pour les radionucléides appartenant au groupe de faible radioactivité (groupe 4) tel que le technétium 99 m ou le hallium 201 ;
- 100 Bq/l pour les autres radioéléments radionucléides des groupes de forte radioactivité (groupe 3) ou modérée (groupe 2) tels que l'iode 125 ou l'iode 131.

En cas de dépassement de ces valeurs, un bilan plus complet doit être réalisé soit sur une période continue plus longue et plus représentative que celle prévue par l'autosurveillance, soit à partir d'un nombre plus important de prélèvements journaliers. Si la valeur moyenne nouvellement déterminée dépasse le niveau-guide, il doit alors être procédé à un diagnostic du réseau en amont, et des solutions techniques doivent être recherchées afin d'améliorer les conditions de collecte et de stockage des effluents contaminés par les radionucléides. L'autorité sanitaire et l'inspection des installations classées sont tenues informées des dépassements et des mesures prises pour y remédier.

#### 10.2. - Calage de l'autosurveillance

Afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant doit faire procéder au moins une fois par an aux prélèvements, mesures et analyses demandés dans le cadre de l'autosurveillance par un organisme extérieur (laboratoire agréé par le Ministre chargé de l'Environnement).

### **10.3. - Conservation des enregistrements**

Les enregistrements des mesures en continu prescrites à l'article 10.1. du présent arrêté doivent être conservés pendant une durée d'au moins 3 ans à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **10.4. - Transmissions des résultats d'autosurveillance**

Un état récapitulatif des résultats des mesures et analyses imposées aux articles 10.1. et 10.2. du présent arrêté doit être adressé au plus tard dans le mois qui suit leur réalisation à l'inspection des installations classées.

Un bilan annuel des résultats de mesures est adressé à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales (DDASS) et (pour les mesures de radioactivité) à l'Office de Protection contre les Rayonnements Ionisants (OPRI).

Ces résultats doivent être accompagnés en tant que de besoin de commentaires sur les causes de dépassement constatés ainsi que sur les actions correctives mise en oeuvre ou envisagées.

## **ARTICLE 11 : CONSÉQUENCES DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant doit être en mesure de fournir dans les délais les plus brefs, tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés à cette pollution, en particulier :

1. la toxicité et les effets des produits rejetés,
2. leur évolution et leurs conditions de dispersion dans le milieu naturel,
3. la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux,
4. les méthodes de destruction des polluants à mettre en oeuvre,
5. les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune ou la flore exposées à cette pollution,
6. les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.

Pour cela, l'exploitant doit constituer un dossier comportant l'ensemble des dispositions prises et des éléments bibliographiques rassemblés pour satisfaire aux 6 points ci-dessus. Ce dossier de lutte contre la pollution des eaux doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services chargés de la police des eaux, et régulièrement mis à jour pour tenir compte de l'évolution des connaissances et des techniques.

## **TITRE III : PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE**

### **ARTICLE 12 : DISPOSITIONS GENERALES**

#### **12.1. - Généralités**

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire l'émission de polluants à l'atmosphère.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs doivent, dans la mesure du possible, être captés à la source et canalisés. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets doivent être conformes aux dispositions du présent arrêté.

L'ensemble des installations est nettoyé régulièrement et tenu dans un bon état de propreté.

L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtres, produits de neutralisation, etc...

Le brûlage à l'air libre est interdit.

#### **12.2. - Odeurs**

Toutes dispositions sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents.

#### **12.3. - Voies de circulation**

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules doivent être aménagées (formes de pente, revêtement, etc) et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues de véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible doivent être engazonnées,
- des écrans de végétation doivent être prévus.



#### **12.4. - Stockages**

Les stockages de produits pulvérulents doivent être confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents doivent être munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.

### **ARTICLE 13 : CONDITIONS DE REJET**

Toutes les dispositions sont prises pour que les émissions atmosphériques soient collectées et canalisées par un nombre aussi réduit que possible de cheminées qui débouchent à une hauteur permettant une bonne dispersion des polluants.

Sur chaque canalisation de rejet d'effluent doivent être prévus des points de prélèvement d'échantillons et des points de mesure conformes à la norme NFX 44052. Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

### **ARTICLE 14 : TRAITEMENT DES REJETS ATMOSPHERIQUES**

Les rejets gazeux à l'atmosphère depuis les installations connexes aux activités de soins doivent être filtrés, notamment en vue de retenir les particules pouvant transporter des germes pathogènes.

Les locaux de soins et d'hospitalisation sont ventilés de manière à renouveler l'air ambiant par une entrée basse et une sortie haute. L'ensemble des installations de ventilation subit un traitement d'air à l'entrée et à l'évacuation (air réchauffé ou rafraîchi) par l'intermédiaire de filtres absorbant ou désodorisant. L'écartement entre les bouches d'entrée d'air neuf et l'évacuation d'air vicié respectent une distance minimale réglementaire de 8 m. Les bouches sont situées à plus de 10 m du sol.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement doivent être contrôlés périodiquement. Les résultats de ces contrôles sont portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans ce registre.

La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

## **ARTICLE 15 : GENERATEURS THERMIQUES**

Les installations de combustion sont construites, équipées et exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté du 25 juillet 1997 modifié susvisé.

### **15.1. - Constitution du parc de générateurs et combustibles utilisés**

	Puissance thermique en MW	Combustibles	Observations Combustible en secours
Chaudière n° 1 (G1)	9,350	Gaz naturel	Fuel domestique
Chaudière n° 2 (G2)	9,350	Gaz naturel	Fuel domestique
Chaudière n° 3 (G3)	9,350	Gaz naturel	Fuel domestique
Groupe électrogène n° A (GA)	0,883	Fuel domestique	
Groupe électrogène n° B (GB)	0,883	Fuel domestique	
Groupe électrogène n° C (GC)	0,883	Fuel domestique	
Groupe électrogène n° D (GD)	1,760	Fuel domestique	

Les groupes électrogènes doivent fonctionner moins de 500 h/an. La durée de fonctionnement doit faire l'objet d'un comptage horaire par l'exploitant dont le résultat est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **15.2. - Cheminées**

	Hauteur en m (1)	Diamètre en m	Débit nominal en Nm <sup>3</sup> /h	Vitesse minimale d'éjection en m/s
Conduits n° 1, 2 et 3	43	0,9	24 450	8
Conduit n° D	43	0,5	7 500	8
Conduits n° A, B et C	19	0,4	10 800	8

(1) La hauteur est fixée par une étude des conditions de dispersion des gaz adaptée au site dont les conclusions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les points de rejet sont implantés conformément au plan joint au dossier n° 2910 (combustion) des installations classées pour la protection de l'environnement de l'établissement.

### **15.3. - Valeurs limites de rejet**

Les gaz issus des générateurs thermiques doivent respecter les normes suivantes :

	Cas : gaz naturel	Cas : fuel domestique	
Concentrations en mg/Nm <sup>3</sup>	G1, G2, G3	G1, G2, G3	GA, GB, GC, GD
Poussières	5	50	100
SO <sub>2</sub>	35	170 (1)	160 (2)
Oxyde d'azote en équivalent NO <sub>2</sub>	150	200	2000

(1) 350 mg/Nm<sup>3</sup> jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2008

(2) 320 mg/Nm<sup>3</sup> jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2008

#### **15.4. - Rendement des chaudières**

L'exploitant est tenu de calculer le rendement caractéristique au moment de chaque remise en fonctionnement des chaudières et au moins tous les trois mois pendant la période de fonctionnement.

Le rendement caractéristique minimal des chaudières est 0,85. Son calcul est défini par les articles 2 des décrets des 11 et 16 septembre 1998 susvisés.

#### **15.5. - Contrôle périodique des chaudières**

L'exploitant fait réaliser, par un organisme agréé au sens de l'article 8 du décret du 16 septembre 1998 susvisé, les contrôles périodiques suivants :

- le calcul du rendement caractéristique des chaudières et le contrôle de la conformité de ce rendement ;
- le contrôle de l'existence et du bon fonctionnement des appareils de mesure et de contrôle équipant les chaudières et prévus à l'article 30.2.4.3. du présent arrêté ;
- la vérification du bon état des installations destinées à la distribution de l'énergie thermique ;
- la vérification de la qualité de la combustion et du bon fonctionnement des chaudières ;
- la vérification de la tenue du livret de chaufferie prévu l'article 30.2.4.3. du présent arrêté.

La période entre deux contrôles ne doit pas excéder trois ans. Les installations thermiques neuves font l'objet d'un premier contrôle périodique dans un délai de douze mois à compter de leur mise en service.

Lorsque l'installation thermique contrôlée n'est pas conforme aux dispositions du présent article, l'exploitant est tenu de prendre les mesures nécessaires pour y remédier dans un délai de trois mois à compter de la réception du compte-rendu établi conformément aux prescriptions des articles 4 et 5 du décret du 16 septembre 1998 susvisé.

Les contrôles périodiques sont effectués à la diligence et aux frais de l'exploitant.

#### **15.5. - Contrôle périodique des chaudières**

Chaque année, lors du premier semestre, l'exploitant fait réaliser un contrôle quantitatif et qualitatif des rejets atmosphériques des chaudières définis au paragraphe 15.3. du présent arrêté.

Il fait parvenir à l'inspection des installations classées le rapport de mesures avant le 1<sup>er</sup> septembre suivant le contrôle.

## TITRE IV : PRÉVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS

### **ARTICLE 16 : CONSTRUCTION ET EXPLOITATION**

Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon à ce que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les prescriptions applicables aux installations sont celles définies par l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé et la circulaire du 23 juillet 1986 susvisé.

### **ARTICLE 17 : VEHICULES ET ENGINs**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret du 23 janvier 1995 susvisé) et des textes pris pour son application.

### **ARTICLE 18 : APPAREILS DE COMMUNICATION**

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### **ARTICLE 19 : NIVEAUX ACOUSTIQUES**

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau ci-après qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles :

Emplacement	Niveaux limites admissibles de bruit en dB (A)	
	période allant de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés	période allant de 22 h à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés
Limite de propriété	60	50

Les émissions sonores de l'établissement ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieure à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
supérieure à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

Les valeurs admissibles d'émergence fixées dans le tableau ci-dessus s'appliquent, dans les zones considérées, en limite de propriété.

## **ARTICLE 20 : CONTROLES**

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles ponctuels ou une surveillance périodique de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiés dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.

L'inspection des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

## **ARTICLE 21 : MESURES PERIODIQUES**

L'exploitant fait réaliser à ses frais, dès notification du présent arrêté puis au moins tous les trois ans, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifiés choisi après accord de l'inspection des installations classées. Cette mesure est réalisée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé.

Préalablement à cette mesure, l'exploitant soumet pour accord à l'inspection des installations classées le programme de celle-ci, incluant notamment toutes précisions sur la localisation des emplacements prévus pour l'enregistrement des niveaux sonores. Ces emplacements sont définis de façon à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée. Les résultats et l'interprétation des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées dans les deux mois suivant leur réalisation.

## TITRE V : TRAITEMENT ET ELIMINATION DE DECHETS

### ARTICLE 22 : GESTION DES DECHETS HOSPITALIERS

Les déchets d'activités de soins et assimilés doivent être, dès leur production, séparés des autres déchets.

Les déchets d'activités de soins sont les déchets issus des activités de diagnostic, de suivi et de traitement préventif, curatif ou palliatif, ainsi que par assimilation ceux des activités d'enseignement et de recherche, dans les domaines de la médecine humaine et vétérinaire.

Ces déchets peuvent :

- soit présenter un risque infectieux, du fait qu'ils contiennent des micro-organismes viables ou leurs toxines ;
- soit, même en l'absence de risque infectieux, relever de l'une des catégories suivantes :
  - a) matériels et matériaux piquants ou coupants destinés à l'abandon, qu'ils aient été ou non en contact avec un produit biologique ;
  - b) produits sanguins à usage thérapeutique incomplètement utilisés ou arrivés à péremption ;
  - c) déchets anatomiques humains, correspondant à des fragments humains non aisément identifiables.

Le conditionnement, le marquage, l'étiquetage et le transport des déchets d'activités de soins et assimilés sont soumis aux dispositions réglementaires prises pour l'application de la loi du 5 février 1942 susvisée et de l'article L 541-8 du code de l'environnement.

Le personnel dispose de boîtes hermétiques normalisées par nature de déchets hospitaliers. Il est formé à l'emploi de ces boîtes.

Les déchets d'activités de soins et assimilés sont collectés dans des emballages à usage unique. Ces emballages doivent pouvoir être fermés temporairement, et ils doivent être fermés définitivement avant leur enlèvement. Les emballages sont obligatoirement placés dans des grands récipients pour vrac qui doivent être régulièrement évacués du site selon une fréquence programmée.

Le compactage ou la réduction de volume des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés est interdit. Il est également interdit de compacter les poches ou bocal contenant des liquides biologiques, les récipients et débris de verre.

Les déchets à risque radioactif doivent être triés et conditionnés dans chaque unité qui les produit, en prenant en compte notamment la période radioactive des radionucléides présents : les déchets provenant de l'installation des radioéléments de période radioactive supérieure à 100 jours doivent être distingués des autres déchets. Seuls les déchets et effluents contenant des radionucléides de période inférieure à 100 jours peuvent subir un traitement final sur site par décroissance radioactive.

Pour faciliter la gestion dans le temps des déchets provenant de l'utilisation de radionucléides de période inférieure à 100 jours, un tri plus sélectif, basé sur la période et sur le niveau de radioactivité, doit être réalisé au niveau du service. Ce tri peut être fondé sur la classification du déchet (type I : période radioactive très courte inférieure à 6 jours ; type II : période radioactive courte de 6 à 71 jours ; type III : période radioactive de plus de 71 jours). Les déchets ainsi triés sont recueillis dans des "poubelles chaudes" différencées des autres poubelles destinées à recueillir les déchets non radioactifs ("poubelles froides").

Tous les emballages doivent être étiquetés afin de connaître la nature des radioéléments présents, une évaluation datée de la radioactivité et la date de fermeture du sac. Ils sont numérotés afin d'en faciliter l'identification et ainsi permettre un suivi plus aisé, l'étiquette indiquant le caractère radioactif du produit.

A chaque étape de l'élimination des déchets d'activités de soins et assimilés, sont établis les documents permettant le suivi des opérations d'élimination qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et du service de contrôle de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. Les conventions signées avec les partenaires de la chaîne d'élimination des déchets doivent être transmises à l'inspection des installations classées.

L'exploitant est tenu d'informer le personnel de l'établissement des mesures retenues pour l'élimination de l'ensemble des déchets produits sur le site.

## PLAN DE GESTION INTERNE

Le chef d'établissement doit disposer d'un plan de gestion interne définissant les modalités de tri, de conditionnement, de stockage, de contrôle et d'élimination des effluents et des déchets produits par les unités de l'établissement, en vue du renouvellement d'autorisation délivrée par le Ministre chargé de la Santé, après avis de l'Office de Protection contre le Rayonnement Ionisant. Ce plan est constitué par les éléments d'information figurant en annexe 2 de la circulaire du 9 juillet 2001 susvisée.

Ce plan doit permettre la caractérisation et la localisation des déchets et effluents produits, et établir les modalités d'une gestion claire et rigoureuse (en particulier le tri, le stockage, le contrôle et l'évacuation). Il est établi en tenant compte de la spécificité de l'établissement : configuration des locaux existants, importance des déchets produits par unité, types de radionucléides contenus dans ces déchets, etc... Il s'applique à l'ensemble des déchets et effluents produits par l'établissement, à l'exclusion de ceux produits de façon diffuse par les patients rentrant chez eux.

Selon la nature de la thérapie subie (notamment au sein de l'unité de médecine nucléaire) un suivi personnel de chaque patient est mis en place par l'unité de soins afin d'assurer la traçabilité des déchets et effluents produits par le patient, y compris les résidus de repas et le linge placés en contact avec la personne.

Pour ce qui concerne l'élimination des déchets produits par les patients à leur retour à domicile, il convient de se référer aux conseils prodigués par le médecin qui a administré le radionucléide, en vue de réduire les expositions des personnes de l'entourage du patient.

## **ARTICLE 23 : NATURE ET STOCKAGE DES DECHETS PRODUITS**

### **23.1. - Nature et volume des déchets produits**

Référence nomenclature (JO du 11/11/97)	Nature du déchet	Quantité annuelle produite en t	Filières de traitement
09 01 06	Déchets contenant de l'argent	2	E/VAL
13 02 03	Huiles usagées	2	E/VAL
18 01 01	Déchets d'activité de soins : objets piquants et coupants	400	E/I
18 01 03	Déchets à risques infectieux		E/I
18 01 02	Pièces anatomiques et organes	1	E/IE
18 01 04	Déchets hospitaliers de type banal	1 000	E/IE
18 01 05	Produits chimiques mis au rebut	100	E/PC-I
20 01 01	Cartons	60	E/VAL
20 01 06	Ferrailles	10	E/VAL
20 01 09	Huiles et matières grasses	2	E/VAL-I
20 01 12	Peintures	2	E/VAL-IS
20 01 13	Solvants	2	E/VAL-IS
20 01 20	Batteries et accumulateurs	1	E/REG
20 01 21	Tuvs fluorescents et piles	1	E/REG

### **23.2. - Conditions de stockage**

Les déchets doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques d'incendie (leur stockage est soumis aux mêmes règles de stockage des produits dont ils sont issus ou qui les génèrent) ou de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans les sols, des odeurs). Ils sont entreposés sur des aires étanches, munies de rétention lorsque les déchets stockés sont liquides ou sont susceptibles de lixivier. Un absorbant à utiliser en cas d'accident doit être disposé à proximité du lieu de stockage.

Les locaux destinés à leur stockage sont munis d'une ventilation et de moyens de prévention ou de lutte contre un sinistre conformes aux exigences du présent arrêté. Ils ne doivent pas abriter des objets ou équipements non nécessaires aux manipulations de déchets et des consignes de sécurité sont affichées à l'entrée des locaux dont les accès sont clos. Les parois des locaux de stockage de déchets sont en matériau incombustible.

Hormis les pièces anatomiques et les déchets fermentescibles (l'arrêté du 7 septembre 1999 susvisé qui interdit la congélation ne s'applique pas aux déchets présentant un risque radioactif) présentant un risque radioactif pour lesquels une décroissance est imposée, la congélation et la réfrigération des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés en vue de leur entreposage est interdite.



### 23.2.1. - Cas des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés

Le regroupement et l'entreposage de déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés sur des aires extérieures ou situées en dehors de l'enceinte de l'établissement sont strictement interdits.

Les déchets sont entreposés dans des locaux répondant aux caractéristiques suivantes :

- 1°) Ils sont réservés à l'entreposage des déchets et peuvent servir, le cas échéant, à l'entreposage des produits souillés ou contaminés. Une inscription mentionnant leur usage est apposée de manière apparente sur la porte. Leur surface est adaptée à la quantité de déchets et produits à entreposer.
- 2°) Ils ne peuvent recevoir que des déchets préalablement emballés. Les emballages non autorisés pour le transport sur la voie publique au titre de l'arrêté du 5 décembre 1996 modifié susvisé doivent être placés dans des grands récipients pour vrac, étanches et facilement lavables. La distinction entre les emballages contenant des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et les emballages contenant d'autres types de déchet doit être évidente.
- 3°) Ils sont implantés, construits, aménagés et exploités dans des conditions offrant une sécurité optimale contre les risques de dégradation et de vol.
- 4°) Ils doivent être identifiés comme à risques particuliers au sens du règlement de sécurité contre les risques d'incendie.
- 5°) Ils sont correctement ventilés et éclairés et permettent une protection des déchets contre les intempéries et la chaleur.
- 6°) Ils sont munis de dispositifs appropriés pour prévenir la pénétration des animaux.
- 7°) Le sol et les parois de ces locaux sont lavables.
- 8°) Ils sont dotés d'une arrivée d'eau et d'une évacuation des eaux de lavage vers le réseau des eaux usées dotée d'un dispositif d'occlusion hydraulique conformes aux normes en vigueur (Cette disposition ne s'applique pas aux locaux d'entreposage situés à l'intérieur des unités de soins de l'établissement).
- 9°) Ils font l'objet d'un nettoyage régulier et chaque fois que cela est nécessaire.

### 23.2.2. - Cas des pièces anatomiques

Chaque pièce anatomique est conditionnée dans un emballage qui lui est spécifique puis réfrigérée ou congelée.

Les pièces anatomiques d'origine animale et les pièces anatomiques d'origine humaine ne peuvent être entreposées dans la même enceinte frigorifique ou de congélation.

Les enceintes frigorifiques ou de congélation utilisées pour l'entreposage des pièces anatomiques doivent être exclusivement réservées à cet usage et identifiées comme telles. L'accès à ces enceintes est réservé aux personnes assurant l'entreposage ou l'évacuation des pièces anatomiques.

Le groupe frigorifique doit être situé à l'extérieur des locaux d'entreposage de déchets afin d'éviter une élévation de la température à l'intérieur de ces locaux.

Les pièces anatomiques d'origine humaine peuvent être entreposées dans une case réfrigérée de la chambre mortuaire, réservée à cet effet.

### 23.2.3. - Cas des déchets à risque radioactif

Seuls les déchets non fermentescibles présentant un risque radioactif peuvent être stockés dans le local de stockage défini ci-dessous. Les déchets fermentescibles présentant un risque radioactif doivent être stockés dans un lieu qui leur est réservé et adapté pour la décroissance radioactive : soit une chambre froide, soit une armoire réfrigérée, soit un congélateur.

#### 23.2.3.1. - *Aménagement du local de stockage*

Ce local peut être celui du stockage des déchets d'activités de soins à risques infectieux. Il peut être situé dans l'unité utilisatrice de sources non scellées ou à proximité de celles-ci, mais il doit être classé en zone à risque.

En plus de celles définies pour les locaux de stockage des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés fixées à l'article 23.2.1. du présent arrêté, les conditions d'aménagement de ce type de local doivent répondre aux caractéristiques des locaux contenant des radioéléments et présenter les caractéristiques suivantes :

- mise en place d'un système de rappel automatique de fermeture sur la porte extérieure du local de stockage (elle est maintenue fermée en permanence) ;
- superficie de ce local adaptée aux manipulations des différents sacs et containers de déchets : pour les unités de médecine nucléaire, la surface minimale du local doit être de 20 m, et pour les autres installations elle doit être déterminée avec une marge suffisante, de façon à permettre le stockage de tous les déchets radioactifs produits dans de bonnes conditions de sécurité ;
- revêtements du sol et muraux lisses continus et pouvant facilement être décontaminés, ainsi que les rayonnages présents ;
- aménagement au sein du local de stockage des zones différenciées en fonction de la nature des déchets stockés.

#### 23.2.3.2. - *Règles d'exploitation du local de stockage*

L'exploitation du local est soumise aux règles suivantes :

- signalisation des risques à l'entrée du local ;
- présence d'un nécessaire destiné au marquage et à l'identification des différents sacs et fûts, d'une réserve de gants en plastique pour leur manipulation, et d'un détecteur portatif adapté aux radioéléments stockés, pour la vérification du débit de rayonnement externe et celui de la contamination des surfaces ;
- mise en place d'une procédure de gestion des différents emballages contenant des déchets de façon à les ranger sur des rayonnages dans un ordre permettant de les retrouver et de les identifier facilement (classement par la période des radioéléments, par la durée de stockage, par la date prévisionnelle d'élimination ou par tout autre facteur permettant une gestion logique des fûts, leur mise en place ou leur enlèvement sans difficulté et un contrôle aisé) ;
- mise en place d'une procédure écrite rappelant les vérifications à effectuer préalablement à l'évacuation de déchets.

Ces consignes doivent notamment rappeler la nécessité de vérifier à l'aide d'un détecteur portatif adapté aux radionucléides stockés, le niveau de radioactivité au contact des sacs et des fûts. Les résultats de ces mesures qui sont à effectuer dans un endroit à l'abri de tout rayonnement parasite, doivent être reportés sur le registre spécifique prévu à cet effet.

### **23.3. - Durée de stockage**

La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser la capacité mensuelle de production ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.

Pour les déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés, la durée entre leur production effective, éventuellement soit après prétraitement par désinfection, soit après décroissance de leur radioactivité, et leur incinération ne doit pas excéder 72 h.

Les pièces anatomiques sont entreposées à des températures comprises entre 0 et 5° C pendant huit jours, ou congelées et éliminées sous 72 h.

## **ARTICLE 24 : CARACTERISATION DES DECHETS**

Pour les déchets de type banal non souillés par des substances toxiques ou polluantes (verre, métaux, matières plastiques, minéraux inertes, terres, stériles, caoutchouc, textile, papiers et cartons, bois notamment), une mesure des tonnages produits est réalisée.

### **Cas des déchets à risques radioactifs**

#### **1 - Contrôle des poubelles dans le service**

Le protocole de gestion des déchets doit imposer un contrôle des poubelles réservées au recueil des déchets radioactifs (poubelles "chaudes") et notamment une mesure de l'activité au contact du sac au départ du service, à déterminer au moyen d'un détecteur adapté. Pour les autres déchets solides issus du service de médecine nucléaire, non radioactifs, doit être également mise en place une procédure de contrôle avant évacuation des poubelles affectées aux déchets (poubelles "froides") situées dans les différentes pièces de la zone contrôlée. Un contrôle systématique permettant de vérifier l'absence de radioactivité détectable doit être effectué avant évacuation avec les autres déchets.

#### **2 - Contrôle des déchets du local de stockage**

Pour tous les déchets gérés en décroissance dans le local de stockage, il est effectué, à la date d'évacuation prévisionnelle, un contrôle de la radioactivité de chaque sac. L'élimination ne peut se faire que si l'activité ne dépasse pas 1,5 à 2 fois le bruit de fond ambiant, le contrôle devant être fait dans des pièces où il n'y a pas d'interactions avec d'autres sources, déchets ou effluents radioactifs, par des appareils adaptés à la nature des radioéléments utilisés.

#### **3 - Contrôle et évacuation en sortie de l'établissement**

Un contrôle en sortie de site est réalisé par des appareils portatifs de détection.

Lorsqu'un portique de détection (ou autre système à poste fixe) est utilisé pour le contrôle, l'installation doit être réglée à 1,5 à 2 fois le bruit de fond ambiant.

En cas d'anomalie détectée, le sac ou le conteneur est immobilisé pour permettre une décroissance sur site. Il doit être veillé à la compatibilité du seuil de détection choisi avec celui retenu par le centre de réception des déchets.

## **ARTICLE 25 : ELIMINATION / VALORISATION**

L'exploitant organise le tri et la collecte de ses déchets à l'intérieur de l'établissement de manière à en favoriser la valorisation. Il est tenu d'éliminer chaque déchet dans une filière dûment autorisée à cet effet. Il appartient à l'exploitant de s'en assurer et d'apporter la preuve d'une élimination ou d'une valorisation conformes aux exigences réglementaires.

Les déchets d'emballages des produits sont valorisés par réemploi, recyclage ou tout autre action visant à obtenir des matériaux réutilisables ou de l'énergie par l'intermédiaire de filières agréées conformément au décret du 13 juillet 1994 susvisé.

Les déchets d'activités de soins et assimilés doivent être soit incinérés, soit prétraités par des appareils de désinfection de telle manière qu'ils puissent ensuite être collectés et traités par les communes et les groupements de communes dans les conditions définies à l'article L. 2224-14 du code général des collectivités territoriales. Les résidus issus du prétraitement ne peuvent cependant être compostés.

Toute incinération de déchets à l'air libre ou dans un incinérateur non autorisé au titre de la législation relative aux installations classées, de quelque nature qu'ils soient, est interdite.

Tout déchet mélangé dans un même contenant à des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés doit être éliminé comme des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés.

Les déchets contenant des radionucléides peuvent après décroissance être évacués suivant la filière de la catégorie de déchets à laquelle ils appartiennent.

Les pièces anatomiques d'origine humaine destinées à l'abandon doivent être incinérées. L'incinération a lieu dans un crématorium autorisé conformément à l'article L 2223-40 du code général des collectivités territoriales et dont le gestionnaire est titulaire de l'habilitation prévue à l'article L 2223-41 de ce code. Les dispositions des articles R 361-42 et R 361-45-1 du code des communes ne leur sont pas applicables.

Les déchets et les effluents contenant des radionucléides de période supérieure à 100 jours doivent être pris en charge par l'Agence Nationale de Gestion des Déchets Radioactifs (ANDRA).

Afin de permettre la prise en charge complète des déchets (transport, opérations de mises en forme et stockage des résidus de traitement) par l'ANDRA (ceci ne peut se faire qu'après demande d'autorisation d'enlèvement auprès de l'OPRI), l'exploitant adresse un bon de commande pour l'organisme (avec copie envoyée à l'OPRI). Le producteur demeure responsable de la caractérisation de son déchet, et de sa présentation sous une forme qui respecte le cahier des charges établi par l'ANDRA.

## **ARTICLE 26 : COMPTABILITE - AUTOSURVEILLANCE**

Un registre est tenu sur lequel sont reportées les informations suivantes :

- codification selon la nomenclature des déchets ;
- type et quantité de déchets produits ;
- opération ayant généré chaque déchet ;
- nature des déchets à risque radioactif, la valeur de la radioactivité avant sa décroissance et la durée de celle-ci ;
- résultats de tous les contrôles sur les déchets et les mesures prises en cas de dépassement des seuils de conformité ;
- nom des entreprises et des transporteurs assurant les enlèvements de déchets ;
- date des différents enlèvements pour chaque type de déchets ;
- nom et adresse des centres d'élimination ou de valorisation ;
- nature du traitement effectué sur le déchet dans le centre d'élimination ou de valorisation ;
- référence éventuelle de l'agrément des installations qui valorisent les déchets d'emballages ;

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Un bilan annuel des résultats de contrôle sur les déchets doit être transmis dans le mois suivant l'année calendaire à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et (dans le cas des contrôles sur les déchets présentant un risque radioactif) à l'Office de Protection contre les Rayonnements Ionisants.

## TITRE VI : PRÉVENTION DES RISQUES ET SÉCURITÉ

### ARTICLE 27 : SÉCURITÉ

#### 27.1. - Organisation générale

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite des installations et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés.

L'exploitant établit et tient à la disposition de l'inspection des installations classées la liste des équipements importants pour la sécurité.

Les procédures de contrôle, d'essais et de maintenance des équipements importants pour la sécurité ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leur indisponibilité, sont établies par consignes écrites.

#### 27.2. - Règles d'exploitation

L'exploitant prend toutes dispositions en vue de maintenir le niveau de sécurité, notamment au niveau des équipements et matériels dont le dysfonctionnement placerait l'installation en situation dangereuse ou susceptible de le devenir.

Ces dispositions portent notamment sur :

- la conduite des installations (consignes en situation normale ou cas de crise, essais périodiques) ;
- l'analyse des incidents et anomalies de fonctionnement ;
- la maintenance et la sous-traitance ;
- l'approvisionnement en matériel et matière ;
- la formation et la définition des tâches du personnel.

Les documents relatifs aux contrôles liés à la sûreté de l'installation sont archivés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une année.

##### 27.2.1. - Contrôle des dispositifs de sûreté

Les systèmes de détection, de protection, de sécurité et de conduite intéressant la sûreté de l'installation, font l'objet d'une surveillance et d'opérations d'entretien de façon à fournir des indications fiables, pour détecter les évolutions des paramètres importants pour la sûreté et pour permettre la mise en état de sûreté de l'installation.

### 27.2.2. - Elaboration de procédures

La conduite des installations, tant en situations normales qu'incidentelles ou accidentelles, fait l'objet de documents écrits dont l'élaboration, la mise en place, le réexamen et la mise à jour s'inspirent des règles habituelles d'assurance de la qualité.

### 27.2.3. - Consignes d'exploitation

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires ;
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage ;
- les conditions d'approvisionnement et de stockage en matériel et matières nécessaires au fonctionnement des installations ;
- la formation et la définition des tâches du personnel ;
- les conditions de délivrance du "permis de travail" et du "permis de feu" visés à l'article 27.2.12. du présent arrêté.

L'exploitant doit veiller au respect de ces consignes par la sous-traitance.

### 27.2.4. - Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations (électricité, réseaux de fluides) ;
- les procédures de vérification et de remise en fonctionnement des installations notamment en cas d'arrêt prolongé ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ou inflammables ;
- les mesures à prendre en cas d'échauffement d'un récipient ou de son exposition à la chaleur ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc... ;
- l'interdiction d'emploi ou de présence de produits non compatibles avec ceux nécessaires à l'exploitation des installations.

### 27.2.5. - Connaissance des produits, étiquetage

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article L 231-53 du code du travail.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

#### 27.2.6. - Registre entrée/sortie

L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

#### 27.2.7. - Propreté

Des protocoles d'hygiène et de prévention des maladies nosocomiales sont établis, mis en œuvre et régulièrement tenus à jour.

Les locaux et les aires des installations sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, de manière à éviter les amas de poussières et de matières dangereuses ou infectieuses, notamment dans les zones à risques et les unités de soins.

Dans les locaux d'opérations particulières à des fins médicales, thérapeutiques ou funéraires, le sol est sans aspérités ; son revêtement et les plinthes doivent pouvoir être lavés et désinfectés de façon intensive sans altération. Il présente un siphon équipé de panier démontable et désinfectable. Les murs, le plafond et les portes sont en matériaux durs, lisses, imputrescibles et facilement lessivables. Le mobilier est à piètement lavable et désinfectable.

Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les installations.

#### 27.2.8. - Equipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les unités. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation.

#### 27.2.9. - Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties des installations qui, en raison des opérations particulières qui y sont réalisées à des fins médicales, thérapeutiques ou funéraires, ou des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières qui y sont mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un danger pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la santé ou la sécurité publique ou encore le maintien en sécurité des installations. Il réserve ces zones à l'exercice exclusive des activités qui génèrent le danger.

L'exploitant détermine pour chacune de ces zones la nature du risque (incendie, atmosphères explosives, émanations toxiques, risques biologiques, infectieux ou rayonnement de source radioactive) qui la concerne. Ce risque est signalé.

Les zones à risque ne peuvent être surmontées de locaux fréquentés par le personnel abritant des bureaux ou des lieux ouverts au public.



#### 27.2.10. - Protection individuelle

Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par les installations et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité des zones à risques. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel doit être formé à l'emploi de ces matériels.

#### 27.2.11. - Interdiction des feux

Au sein des zones présentant des risques d'explosion ou d'incendie, il est interdit de fumer ou d'apporter du feu sous une forme quelconque ou encore d'utiliser des matériaux susceptibles de générer des points chauds ou des surfaces chaudes, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un "permis de feu". Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents à l'entrée de ces zones.

#### 27.2.12. - Permis de travail et/ou permis de feu

Au sein des zones présentant des risques d'explosion ou d'incendie, tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un "permis de travail" et éventuellement d'un "permis de feu" et en respectant les règles d'une consigne particulière.

Le "permis de travail" et éventuellement le "permis de feu" et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le permis de travail et éventuellement le permis de feu et la consigne particulière, relative à la sécurité de l'installation, doivent être cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils ont nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant.

#### 27.2.13. - Intervention sur un réservoir ou une tuyauterie de gaz

Toute intervention par point chaud sur un réservoir ou une tuyauterie de gaz susceptible de s'accompagner d'un dégagement de gaz ne peut être engagée qu'après une purge complète de l'appareil concerné. A l'issue de tels travaux, une vérification de l'étanchéité de l'appareil doit garantir une parfaite intégrité de celui-ci. Cette vérification se fait sur la base de documents prédéfinis et de procédures écrites. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

Pour des raisons liées à la nécessité d'exploitation, ce type d'intervention peut être effectué en dérogation au précédent alinéa, sous réserve de l'accord préalable de l'inspection des installations classées.

Les soudeurs doivent avoir une attestation d'aptitude professionnelle spécifique au mode d'assemblage à réaliser. Cette attestation est délivrée par un organisme extérieur à l'entreprise et compétent, conformément aux dispositions de l'arrêté du 16 juillet 1980.

### **27.3. - Installations électriques de l'établissement**

#### **27.3.1. - Sécurisation de l'alimentation électrique**

L'alimentation électrique des équipements vitaux pour la sécurité doit pouvoir être secourue par une source interne à l'établissement.

Les unités doivent se mettre automatiquement en position de sûreté si les circonstances le nécessitent, et notamment en cas de défaut de l'énergie d'alimentation ou de perte des utilités.

Afin de vérifier les dispositifs essentiels de protection, des tests sont effectués. Ces interventions volontaires font l'objet d'une consigne particulière reprenant le type et la fréquence des manipulations.

Cette consigne est distribuée au personnel concerné et commentée autant que nécessaire.

Un interrupteur général multipolaire est placé en dehors des locaux présentant des zones à risques, en vue de couper l'alimentation électrique principale des installations générant le risque.

Par ailleurs, toutes dispositions techniques adéquates doivent être prises par l'exploitant afin que :

- les automates et les circuits de protection soient affranchis des micro-coupures électriques
- le déclenchement partiel ou général de l'alimentation électrique ne puisse pas mettre en défaut ou supprimer totalement ou partiellement la mémorisation de données essentielles pour la sécurité des installations.

En outre les installations électriques doivent être réalisées conformément au décret du 14 novembre 1988 susvisé.

#### **27.3.2. - Vérification périodique des installations électriques**

Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés par l'arrêté du 20 décembre 1988 susvisé.

### **27.4. - Accessibilité des installations**

#### **27.4.1. - Clôture de l'établissement**

L'établissement est clôturé sur toute sa périphérie.

Les zones dangereuses, à déterminer par l'exploitant autour des unités, doivent être signalées sur le site et se trouver à l'intérieur du périmètre clôturé.

Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations.

Les accès aux installations sont constamment fermés ou surveillés et seules les personnes autorisées par l'exploitant, et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte de ces installations.

L'accès aux zones à risque doit être réservé aux seules personnes nommément désignées par l'exploitant. En l'absence des personnels d'exploitation, les zones à risques ne doivent pas être rendues accessibles aux personnes étrangères (clôture, fermeture à clef, etc...).

Les aires et locaux d'emploi ou de stockage de produits combustibles, toxiques ou dangereux pour l'homme ou encore de sources radioactives doivent être indépendants des zones recevant du public. La chambre mortuaire, mentionnée à l'article L 2223-39 du code général des collectivités territoriales, doit comporter une zone publique destinée aux familles et une zone technique réservée à la conservation et à la préparation des corps.

Le positionnement de l'aire d'atterrissage et de décollage des hélicoptères au sein de l'établissement est déterminé en fonction de l'emprise des bâtiments environnant, des couloirs et des cônes d'approche. L'étude de positionnement est mise à jour selon les projets immobiliers en cours. Elle est soumise à l'avis des autorités compétente de l'Aviation Civile. L'autorisation d'atterrissage et de décollage des appareils doit être donnée selon des consignes de sécurité préalablement définies à cet effet.

## **ARTICLE 28 : MESURES DE PROTECTION CONTRE LES SINISTRES**

### **28.1. - Protection contre la foudre**

28.1.1. - Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peuvent être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégées contre la foudre.

28.1.2. - Les dispositifs de protection contre la foudre doivent être conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de la Communauté européenne et présentant des garanties de sécurité équivalentes.

La norme doit être appliquée en prenant en compte la disposition suivante : pour tout équipement, construction, ensemble d'équipements et constructions ne présentant pas une configuration et des contours hors tout géométriquement simples, les possibilités d'agression et la zone de protection doivent être étudiées par la méthode complète de la sphère fictive. Il en est également ainsi pour les réservoirs, tours, cheminées et, plus généralement, pour toutes structures en élévation dont la dimension verticale est supérieure à la somme des deux autres.

Cependant, pour les systèmes de protection à cage maillée, la mise en place de pointes caprices n'est pas obligatoire.

28.1.3. - L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations visées à l'article 28.1.1. ci-dessus fait l'objet, tous les cinq ans, d'une vérification suivant l'article 5.1. de la norme française C 17-100 adapté, le cas échéant, au type de système de protection mis en place. Dans ce cas la procédure est décrite dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Cette vérification doit également être effectuée après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants susceptibles d'avoir porté atteinte au système de protection contre la foudre mis en place et après tout impact par la foudre constaté sur ces bâtiments ou structures.

Un dispositif de comptage approprié des coups de foudre doit être installé sur les installations. En cas d'impossibilité d'installer un tel comptage, celle-ci est démontrée.

28.1.4. - Les pièces justificatives du respect des articles 28.1.1., 28.1.2. et 28.1.3. ci-dessus sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

## **28.2. Dispositions constructives et aménagements**

### **28.2.1. - Comportement au feu et aux explosions des bâtiments**

Les locaux abritant des installations comportant des zones à risque d'incendie doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- matériaux de classe MO (incombustible)
- stabilité au feu de degré une heure
- couverture incombustible.

Ils doivent être séparés des locaux adjacents par des murs pleins coupe-feu de degré deux heures. Les portes d'intercommunication sont pare-flammes de degré une demi-heure et sont munies d'un ferme-porte.

Lorsque les règles d'implantation ne peuvent pas être satisfaites, la séparation doit être constituée par les éléments de construction présentant les caractéristiques de comportement au feu suivantes :

- matériaux de classe MO ;
- parois, couverture et plancher haut coupe-feu de degré une heure ;
- portes intérieures coupe-feu de degré une demi-heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ;
- porte donnant vers l'extérieur coupe-feu de degré une demi-heure au moins.

Si le bâtiment contenant les installations se compose de plusieurs étages communiquant par des monte-charge ou des escaliers, ceux-ci doivent être entourés d'une paroi en matériaux MO et coupe-feu de degré 2 h et les portes sont coupe-feu de degré 1/2 h, à fermeture automatique.

Les locaux où sont utilisés des matières ou substances susceptibles de provoquer une explosion sont conçus de manière à limiter les effets de l'explosion à l'extérieur (événements, parois de faible résistance...) dans un lieu ouvert dont l'accès est limité au personnel assurant la maintenance et l'entretien des locaux et de leurs installations.

### 28.2.2. - Canalisations, gaines et passage de câbles

Les canalisations, les gaines et les passages de câbles ne doivent pas être une cause possible d'inflammation et doivent être convenablement protégées contre les chocs, les effets de la température élevée, la propagation de flammes et l'action des substances ou des produits présents dans la partie de l'installation concernée.

### 28.2.3. - Détection de gaz - détection d'incendie

Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préalable, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, doit être mis en place dans les installations utilisant ou stockant un produit inflammable ou combustible, exploitées sans surveillance permanente ou bien implantées en sous-sol. Ce dispositif doit interrompre l'acheminement en combustible (cas des chaudières et des installations de chauffage) et l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion.

Un dispositif automatique de détection d'incendie doit équiper les installations implantées en sous-sol, dans les locaux contenant des produits dangereux ou dans ceux des unités de soins.

Les alarmes sont centralisées pour l'exploitation immédiate des informations vers un poste central de sécurité implanté au sein de l'établissement.

L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. La fiabilité des détecteurs est adaptée aux exigences de sécurité des installations. Des étalonnages sont régulièrement effectués.

### 28.2.4. - Ventilation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux présentant un risque d'atmosphère explosible ou toxique pour l'homme, doivent être convenablement ventilés. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des zones d'habitations voisines, de stationnement et de circulation des personnes ou de leur moyen de transport.

La ventilation doit assurer en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité des installations, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec son bon fonctionnement, au moyen d'ouvertures en partie haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.

Tout dispositif de ventilation mécanique est conçu en vue d'éviter une propagation horizontale du feu en cas d'incendie.

Les bâtiments doivent être équipés, en partie haute, de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (par exemple lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers des installations.

Afin de permettre l'évacuation des fumées et gaz chauds en cas d'incendie, les bâtiments, abritant plus de 300 m<sup>2</sup> de postes de travail, doivent présenter en toiture des exutoires dont la superficie totale mesurée en projection horizontale représente un pour cent de la surface au sol. Ces exutoires doivent être commandés automatiquement. Des commandes manuelles accessibles du sol et situées à proximité des issues doivent doubler le dispositif automatique de commande.

Les commandes manuelles, collectives, doivent être organisées par canton et situées à proximité des issues.

#### 28.2.6. - Aménagements et organisation des stockages dans les bâtiments

La présence dans les locaux de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

Le stockage des produits combustibles ou inflammables dans les bâtiments est divisé en plusieurs volumes unitaires (îlots). Dans tous les cas, le stockage est organisé de telle façon qu'au minimum le tiers de la surface au sol n'est en aucun cas utilisé à des fins de stockage. Des passages libres, d'au moins 2 m de largeur, entretenus en état de propreté, sont réservés latéralement autour de chaque îlot, de façon à faciliter l'intervention des services de sécurité en cas d'incendie.

Nonobstant des prescriptions particulières relatives à certains stockages, la hauteur des stockages ne doit pas excéder 8 m. D'autre part, un espace libre d'au moins 1 m doit être préservé entre le haut du stockage et le plafond (ou le niveau du pied de ferme dans le cas d'entrepôt ou d'atelier).

Les produits incompatibles entre eux ne sont jamais stockés de façon à pouvoir, même accidentellement, entrer en contact. Ainsi les produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble sont stockés sur des îlots séparés d'au moins 3 m. Des prescriptions particulières peuvent augmenter cette distance minimale. Sont considérés comme incompatibles entre eux les produits qui, mis en contact, peuvent donner naissance à des réactions chimiques ou physiques entraînant un dégagement de chaleur ou de gaz toxiques, un incendie ou une explosion.

Les polymères à l'état de substances ou préparations inflammables doivent être stockés sur une aire spécifique, à une distance d'au moins 5 m des autres produits stockés.

Le stockage des huiles et des liquides inflammables doit être prévu dans un local différent des zones de stockage de matières solides combustibles. Le stockage des récipients de solvants, de peintures ou de vernis doit être prévu soit dans un local fermant à clé, soit dans une armoire de sécurité incombustible et inamovible. Celui des aérosols est réalisé dans une armoire métallique grillagée.

Les produits présentant des risques de réactions dangereuses et les produits incompatibles avec l'eau sont stockés dans des cellules spéciales qui leur sont réservées. La conception et l'exploitation de ces cellules, en particulier la nature et l'importance des moyens de lutte contre l'incendie tiennent compte des dangers particuliers présentés par ces produits.

#### 28.2.7. - Issues

Les installations doivent être aménagées pour permettre une évacuation rapide du personnel dans deux directions opposées ne présentant pas de zones à risques. Toutes les issues d'une largeur minimale de 0,80 m doivent être maintenues libres d'accès en permanence. Les distances minimales d'évacuation du personnel par une issue de secours à partir des postes de travail et en tenant en considération les aménagements intérieurs doivent être de 40 m et, dans les parties en cul-de-sac, de 25 m.

L'emplacement des issues doit offrir aux personnes présentes dans les installations des moyens de retraite en nombre suffisant : seules les portes à vantaux battants doivent être prises en compte. Les portes des issues de secours doivent s'ouvrir vers l'extérieur et pouvoir être manœuvrées de l'intérieur en toutes circonstances. L'accès aux issues est balisé par un marquage au sol.

Un éclairage de sécurité doit être installé conformément à l'arrêté du 10 novembre 1976.

#### 28.2.8. - Eclairage artificiel et chauffage des locaux

Dans le cas d'un éclairage artificiel au sein des zones à risques et notamment celle des stockages de produits combustibles ou inflammables, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage fixes sont éloignés des produits stockés afin d'éviter leur échauffement.

Des méthodes indirectes et sûres telles que le chauffage à eau chaude, à la vapeur ou à air chaud dont la source se situe en dehors des zones à risque sont utilisées. L'utilisation de convecteurs électriques, de poêles, de réchauds et d'appareils de chauffage à flammes nues ou par air chaud pulsé produit par un générateur thermique est proscrite dans les installations. Les système de chauffage électrique par résistance non protégée ou par air chaud pulsé est toutefois autorisé dans les locaux administratifs ou sociaux séparés des aires d'exploitation des installations. Toutes les gaines d'air chaud sont entièrement réalisées en matériaux incombustibles.

Dans les locaux d'opérations particulières à des fins médicales, thérapeutiques ou funéraires, les radiateurs fixés au mur n'ont aucun contact avec le sol.

#### 28.2.9. - Sûreté du matériel électrique

Le matériel électrique utilisé doit être adapté aux risques inhérents aux activités exercées. Il doit être réduit à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation. Il est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, les courants parasites et la foudre. Il est étanche dans les locaux de préparation ou de soins où des projections (pour lessivage, pour désinfection,...) sont susceptibles de se produire.

L'établissement est soumis aux dispositions de l'arrêté du 31 mars 1980 susvisé. Les zones à risque d'explosion doivent être entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. Cependant, dans les parties des installations où les atmosphères explosives peuvent apparaître de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée, les installations électriques peuvent être constituées de matériel électrique de bonne qualité industrielle qui, en service normal, n'engendre ni arc, ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion.

En outre, le matériel électrique doit être installé conformément à l'arrêté du 19 décembre 1988 susvisé.

L'exploitant doit être en mesure de justifier le type de matériel électrique utilisé dans chacun des différents secteurs de l'établissement.

#### **28.2.10. - Mise à la terre des équipements**

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

#### **28.3. - Intervention des services d'incendie et de secours**

Chaque bâtiment ou local contenant une installation présentant une zone à risque doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours sur au moins le demi-périmètre. Des voies, maintenues libres à la circulation, doivent permettre l'accès des engins de secours et, en outre, si elles sont en cul-de-sac, les demi-tours et croisement de ces engins (1).

A partir de ces voies, les sapeurs-pompiers doivent pouvoir accéder à toutes les issues du bâtiment par un chemin stabilisé de 1,30 m de large au minimum et sans avoir à parcourir plus de 60 m.

Pour toute hauteur de bâtiment supérieur à 15 m, des accès "voie échelle" (2) doivent être prévus pour chaque façade accessible (3). Cette disposition est également applicable pour les bâtiments de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 m par rapport au niveau d'accès des secours.

En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrants permettant le passage de sauveteurs équipés.

Afin de faciliter l'intervention des pompiers des plans d'accès au site, faisant figurer les issues, les moyens d'intervention internes, les zones à risques et les mesures particulières de lutte contre un sinistre, doivent être régulièrement mis à jour et adressés au Centre de Secours Principal de Valenciennes dès leur élaboration ou leur modification.



(1) Voies d'une largeur minimale de 8 m, comportant une chaussée répondant aux caractéristiques suivantes, quel que soit le sens de circulation suivant lequel elle est abordée à partir de la voie publique :

a - Largeur, bandes réservées au stationnement exclues :

. 3 m pour une voie dont la largeur exigée est comprise entre 8 m et 12 m ;

. 6 m pour une voie dont la largeur exigée est égale ou supérieure à 12 m.

Toutefois, sur une longueur inférieure à 20 m, la largeur de la chaussée peut être réduite à 3 m et les accotements supprimés, sauf dans les sections de voie utilisables pour la mise en station des échelles aériennes définies en note (2) ci-dessous.

b - Force portante calculée pour un véhicule de : 130 kilo-newton (dont 40 kilo-newton sur l'essieu avant et 90 kilo-newton sur l'essieu arrière, ceux-ci étant distants de 4,50 m).

c - Rayon intérieur minimum R : 11 m.

d - Surlargeur  $S = \frac{15}{R}$  dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 m.

(S et R, surlargeur et rayon intérieur, étant exprimés en mètres).

e - Hauteur libre autorisant le passage d'un véhicule de 3,30 m de haut, majorée d'une marge de sécurité de 0,20 m.

f - Pente inférieure à 15 %.

(2) Section de voie utilisable pour la mise en station des échelles aériennes (en abrégé voie-échelle) :

a - Partie de voie utilisable par les engins de secours dont les caractéristiques définies en note (1) ci-dessus sont complétées et modifiées comme suit :

- la largeur minimale est de 10 m ;

- la largeur libre minimale de la chaussée est portée à 4 m ;

- la pente maximale est ramenée à 10 % ;

- résistance au poinçonnement : 100 kilo-newton sur une surface circulaire de 0,20 m de diamètre ;

- la disposition par rapport à la façade desservie permet aux échelles aériennes d'atteindre toutes les baies accessibles de cette façade ;

- si cette section de voie n'est pas sur la voie publique, elle doit lui être raccordée par une voie utilisable par les engins de secours.

b - Lorsque cette section est en impasse, sa largeur minimale est portée à 10 m avec une chaussée libre de stationnement de 7 m de large au moins.

(3) Les voies et sections de voies définies en notes (1) et (2) ci-dessus doivent être munies en permanence d'un panneau de signalisation visible en toutes circonstances et indiquant le tonnage limite autorisé. La permanence des conditions imposées dans les notes (1) et (2) doit être assurée.

#### **28.4. - Moyens d'intervention et de secours**

Les installations doivent être dotées de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur.

Des extincteurs portatifs sont répartis à l'intérieur des locaux (un extincteur à eau pulvérisée pour 200 m<sup>2</sup> de locaux), ainsi que sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles en toutes circonstances. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits manipulés ou stockés.

Ces moyens doivent être complétés en fonction des dangers présentés par :

- un ou plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200 m au plus de chaque installation à risques ;
- des matériels spécifiques : extincteurs automatiques lorsque les conditions d'exploitation l'exigent (stockage sur une grande hauteur...).

Ils doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Le réseau d'eau d'incendie, d'un diamètre de 100 mm, doit être capable de fournir :

- le débit nécessaire pour alimenter, dès le début de l'incendie, les systèmes d'extinction automatique et les RIA, indépendamment des appareils d'incendie ;
- le débit nécessaire de 150 m<sup>3</sup>/h réparti sur au plus deux poteaux d'incendie normalisés (NFS 61-213) situés au plus près des installations à risque.

Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptibles de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs-pompiers. Des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours sont affichés à proximité des issues des installations.

Le personnel doit être formé à l'utilisation des moyens de secours contre l'incendie et est soumis à des exercices périodiques.

#### **28.5. - Consignes d'incendie**

Des consignes précisent la conduite à tenir en cas d'incendie.

Elles sont rédigées de manière à ce que le personnel désigné soit apte à prendre les dispositions nécessaires.

Les consignes comportent notamment :

- les moyens d'alerte ;
- le numéro d'appel du chef d'intervention de l'établissement ;
- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers ;
- les moyens d'extinction à utiliser ;
- l'accueil et le guidage des secours ;
- les mesures à prendre en vue d'assurer la sauvegarde du personnel en cas d'incendie ;
- les mesures à prendre pour limiter les effets d'un sinistre (fermeture de l'alimentation en énergie, des vannes de réseaux...).

Ces consignes sont affichées à proximité du poste d'alerte ou de l'appareil téléphonique ainsi que dans les zones de passage les plus fréquentées par le personnel.

#### **28.6. - Signalisation**

La norme NF X 08 003 relative à l'emploi des couleurs et des signaux de sécurité est appliquée conformément à l'arrêté du 4 août 1982 afin de signaler les emplacements :

- des moyens de secours
- des stockages présentant des risques
- des locaux à risques
- des boutons d'arrêt d'urgence

ainsi que les diverses interdictions.

### **ARTICLE 29 : ORGANISATION DES SECOURS**

L'exploitant est tenu d'établir un plan d'intervention interne qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en oeuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Il en assure la mise à jour permanente.

## TITRE VII : PRESCRIPTIONS PROPRES A CERTAINES ACTIVITES

### ARTICLE 30 : PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

#### 30.1. - Sources radioactives

##### 30.1.1. - Acquisition et cession de radionucléides

Toute cession ou l'acquisition de radionucléides sous forme de sources scellées ou non scellées, de produits ou dispositifs en contenant, doit donner lieu à un enregistrement préalable auprès de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, suivant un formulaire délivré par cet organisme.

L'exploitant doit être en mesure de justifier en permanence de l'origine et de la destination des radionucléides présents dans l'établissement à quelque titre que ce soit. A cet effet, il organise un suivi permettant de connaître, à tout moment, l'inventaire des produits détenus. Un registre à pages numérotées d'entrée et de sortie des radioéléments utilisés ou stockés est créé. La rubrique "entrée" doit indiquer la date de réception, la nature et l'activité des radioéléments reçus. La rubrique "sortie" doit préciser le devenir des radioéléments et les activités utilisées. Des bilans périodiques et au moins annuels sont établis : ils doivent permettre la comparaison entre les deux rubriques. Le registre est tenu à la disposition des agents chargés du contrôle.

L'exploitant est tenu de faire reprendre les sources périmées ou en fin d'utilisation. Toutefois, à titre dérogatoire, cette obligation n'est pas applicable lorsque les caractéristiques des sources permettent une décroissance sur le lieu d'utilisation. Les sources détériorées sont reprises dans les mêmes conditions sans aucune dérogation.

##### 30.1.2. - Utilisation de sources radioactives

L'utilisation de sources radioactives non scellées à des fins médicales et de recherche biomédicale sont soumises à autorisation. Cette autorisation est délivrée par le Ministre chargé de la santé, après avis de la première section de la CIREA et de l'OPRI, conformément à l'article R 5234 du code de la santé publique. Chaque titulaire d'autorisation de détection et d'utilisation de sources radioactives doit prendre en considération la gestion des sources. Il désigne un responsable direct de l'exercice d'une activité nucléaire.

L'exploitant ne peut procéder à des examens ou dispenser des soins aux assurés sociaux à des fins thérapeutiques ou de diagnostic que si les appareils, générateurs de rayonnements ionisants ou comportant l'emploi de radionucléides ou de produits ou dispositifs en contenant, ont fait l'objet de l'autorisation mentionnée à l'article R 43-19 du code de la santé publique.

Il est tenu de mettre à la disposition de la personne physique, responsable direct de l'exercice d'une activité nucléaire, tous les moyens nécessaires pour atteindre et maintenir un niveau optimal de protection de la population contre les rayonnements ionisants, dans le respect des prescriptions réglementaires qui lui sont applicables, notamment celles fixées à l'article R 43-4 du code de la santé publique. En outre il met en œuvre un contrôle interne visant à assurer le respect des dispositions applicables en matière de protection contre les rayonnements ionisants et, en particulier, il contrôle l'efficacité des dispositifs techniques prévus à cet effet, réceptionne et étalonne périodiquement les instruments de mesure et vérifie qu'ils sont en bon état et utilisés correctement.

Il doit garantir la protection contre les rayonnements des personnes travaillant à l'intérieur de l'établissement ainsi que de celles amenées à y pénétrer à quelque titre que ce soit et en contrôler la conformité selon la réglementation en vigueur.

Le règlement intérieur des locaux de travail et de stockage des sources et des panneaux réglementaires de signalisation de radioactivité sont placés d'une façon apparente dans ces zones.

L'accès à ces lieux est contrôlé et autorisé aux seules personnes nommément désignées par l'exploitant ou accompagnées par le personnel autorisé.

Des consignes sont établies pour la mise en œuvre des sources radioactives, leur stockage et leur conditionnement. En particulier, l'utilisation de radioéléments à des fins diagnostiques ou thérapeutiques doit satisfaire au principe de justification repris à l'article L 1333-1 du code de la santé publique.

Les récipients contenant des substances radioactives en réserve (matières premières, produits finis, résidus) doivent porter extérieurement, en caractères très lisibles, indélébiles et résistant au feu, la dénomination des produits renfermés, la date du stockage et l'activité exprimée en Bq.

Les lieux d'utilisation et de stockage doivent être éloignés des lieux occupés par des tiers. Leurs parois, murs, sols, plafonds, portes, sont construits en matériaux facilement décontaminables, résistant au feu et de degré coupe-feu 2 heures. Les six faces du local d'utilisation ou de stockage (plafond et plancher inclus) doivent assurer une protection radiologique compatible avec les destinations des locaux adjacents (en pratique une épaisseur de 15 cm de béton permet d'obtenir ces caractéristiques). Des écrans en matériaux absorbant le rayonnement doivent être placés autour de la source radioactive : leurs épaisseurs sont déterminées en fonction de la nature de la source, de leur situation par rapport aux locaux voisins ainsi que du spectre d'énergie des rayonnements. Les liquides radioactifs ne peuvent s'écouler que dans les canalisations prévues à cet effet. Le sol formant une cuvette étanche doit permettre la rétention d'éventuelles fuites de liquides.

L'atmosphère des lieux de stockage et d'utilisation doit être ventilée en dépression par rapport au reste de l'établissement, indépendamment du système général de ventilation du bâtiment, et un minimum de cinq renouvellements horaires de l'air doit être assuré. A l'intérieur de cette zone, les enceintes blindées de stockage et de manipulation des produits radioactifs doivent avoir un système de ventilation séparé, avec gaine d'évacuation indépendante équipée de filtres de charbon actif.

Dans le cas de l'utilisation de gaz radioactif (notamment pour l'exploration ventilatoire pulmonaire), une extraction spécifique est prévue dans la pièce pour recueillir au mieux l'air exhalé par le patient. Son réseau d'évacuation peut être commun aux autres pièces de l'unité de médecine nucléaire mais doit être séparé de ceux dans lesquels sont utilisés les radioéléments. Les rejets atmosphériques se situent à 2 m au-dessus du point le plus haut de l'établissement.

En tout état de cause, les concentrations en radio-éléments dans les milieux récepteurs ne doivent pas dépasser les concentrations maximales admissibles, pour le milieu considéré, fixées par le décret du 20 juin 1966 susvisé modifié.

Dans le cas d'utilisation et de stockage de sources scellées, l'exploitant doit procéder au moins une fois par an à des contrôles d'étanchéité des sources. Lorsque les matières radioactives sont sous forme non scellées, il y a lieu qu'il vérifie au moins trimestriellement l'état des récipients et des locaux de conservation.

Les résultats des contrôles, des mesures de rayonnement et de vérification des conditions d'utilisation ou de stockage sont reportés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### 30.1.3. - Vol, perte ou détérioration de substances radioactives

#### 30.1.3.1. - *Déclaration*

Tout vol, perte ou détérioration de substances radioactives doit être déclaré par l'exploitant, dans les 24 heures :

- au Préfet,
- à l'inspection des installations classées,
- à l'Office de Protection contre les rayonnements ionisants (OPRI) B.P. n° 35 - 78110 LE VESINET,
- à la Commission Interministérielle des Radioéléments Artificiels (CIREA) BP. 90 - 92260 FONTENAY AUX ROSES.

La déclaration doit comporter :

- la nature des radioéléments,
- leur activité,
- les types et numéros d'identification des sources,
- le ou les fournisseurs,
- la date et les circonstances détaillées de l'évènement.

Les Services d'Incendie et de Secours ainsi que la gendarmerie doivent également être informés par l'exploitant.

#### 30.1.3.2. - *Mesures à prendre*

En cas de vol, de perte, ou de détérioration de substances radioactives, l'exploitant fait réaliser des mesures de la radioactivité sur l'ensemble du site industriel et sa périphérie, notamment les établissements recevant du public, afin de détecter la présence éventuelle de la source perdue ou de radioéléments.

Ces mesures concernent également les systèmes d'évacuation des eaux. Elles sont réalisées par l'exploitant sous le contrôle de l'inspection des installations classées ou par un organisme compétent choisi par l'exploitant en accord avec l'inspection des installations classées.

En cas de substances radioactives endommagées, toutes les mesures de protection (masques, combinaisons appropriées) doivent être prises pour protéger le personnel contre le risque de contamination.

L'exploitant analyse avec rigueur les entrées-sorties des matériels et met en place un contrôle sanitaire des personnes habituellement présentes sur le site dans l'attente des mesures de radioactivité. L'accès des tiers à l'établissement est limité au plus bas niveau possible.

### 30.1.3.3. - *Information*

En cas de vol, de perte ou de détérioration de substances radioactives, l'exploitant fait procéder à une annonce dans deux journaux locaux ou régionaux et, si besoin est, nationaux. Cette annonce doit décrire la source perdue, les risques associés, les précautions à prendre en cas de découverte ainsi que les services à contacter.

Les frais d'insertion sont à la charge de l'exploitant.

## 30.2. - Installations de combustion

### 30.2.1. Implantations - aménagements

#### 30.2.1.1. *Règles d'implantation*

Les appareils de combustion sont implantés de manière à prévenir tout risque d'incendie et d'explosion et à ne pas compromettre la sécurité du voisinage, intérieur et extérieur à l'installation. Ils sont suffisamment éloignés de tout stockage et de toute activité mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables. L'implantation des appareils doit satisfaire aux distances d'éloignement suivantes (les distances sont mesurées en projection horizontale par rapport aux parois extérieures du local qui les abrite ou, à défaut, aux appareils eux-mêmes) :

- a) 10 m des limites de propriété et des établissements recevant du public de 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> catégories, des immeubles de grande hauteur, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des voies à grande circulation
- b) 10 m des installations mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables, y compris les stockages aériens de combustibles liquides ou gazeux destinés à l'alimentation des appareils de combustion présents dans l'installation.

Les appareils de combustion, destinés à la production d'énergie, sont placés dans un local uniquement réservé à cet usage et répondant aux règles d'implantation ci-dessus.

### *30.2.1.2. Interdiction d'activités au-dessus des installations*

L'ensemble des installations situées dans un même local, dont la puissance thermique totale est supérieure à 400 kW, ne doit pas être surmonté de bâtiments occupés par des tiers, habités ou à usage de bureaux, à l'exception de locaux techniques. Le local ne doit pas être implanté en sous-sol de ces bâtiments.

### *30.2.1.3. Accessibilité*

Un espace suffisant doit être aménagé autour des appareils de combustion, des organes de réglage, de commande, de régulation, de contrôle et de sécurité pour permettre une exploitation normale des installations.

### *30.2.1.4. Alimentation en combustible*

Un dispositif de coupure manuel, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur de bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.

Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

La coupure de l'alimentation en gaz est assurée par deux vannes automatiques (1) redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz (2) et un pressostat (3). Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte et fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible. Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.

La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, doit s'effectuer selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Les obturateurs à opercule, non manoeuvrables sans fuite possible, vers l'atmosphère, sont interdits à l'intérieur des bâtiments.

(1) vanne automatique : cette vanne assure la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée par un capteur. Elle est située sur le circuit d'alimentation en gaz. Son niveau de fiabilité est maximum, compte tenu des normes en vigueur relatives à ce matériel

(2) capteur de détection de gaz : une redondance est assurée par la présence d'au moins deux capteurs

(3) pressostat : ce dispositif permet de détecter une chute de pression dans la tuyauterie. Son seuil doit être aussi élevé que possible, compte tenu des contraintes d'exploitation.



### *30.2.1.5. Contrôle de la combustion*

Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant, d'une part, de contrôler leur bon fonctionnement et, d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.

Les appareils de combustion sous chaudières utilisant un combustible liquide ou gazeux comportent un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement doit entraîner la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.

### *30.2.1.6. Détection de gaz - détection d'incendie*

Toute détection de gaz, au-delà de 60 % de la LIE, conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive. Le déclenchement d'une alarme doit interrompre automatiquement l'alimentation en combustible. Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.

## *30.2.2. Exploitation - entretien*

### *30.2.2.1. Entretien et travaux*

L'exploitant doit veiller au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit sur le livret de chaufferie prévu à l'article 30.2.4.3. du présent arrêté.

Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz doit faire l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité qui est réalisée sous la pression normale de service.

### *30.2.2.2. Conduite des installations*

Les installations doivent être exploitées sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié. Il vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et s'assure de la bonne alimentation en combustible des appareils de combustion.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus, l'exploitation sans surveillance humaine permanente est admise si le mode d'exploitation assure une surveillance permanente de l'installation permettant au personnel soit d'agir à distance sur les paramètres de fonctionnement des appareils et de les mettre en sécurité en cas d'anomalies ou de défauts soit de l'informer de ces derniers afin qu'il intervienne directement sur le site.

L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité. Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation.

En cas d'anomalies provoquant l'arrêt de l'installation, celle-ci doit être protégée contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réaménagement ne peut se faire qu'après élimination des défauts par du personnel d'exploitation au besoin après intervention sur le site.

### 30.2.3. Moyens de lutte contre l'incendie

Les moyens de lutte contre l'incendie sont au minimum constitués par des extincteurs portatifs répartis à l'intérieur des locaux. Leur nombre est déterminé à raison d'un extincteur de classe 55 B au moins par appareil de combustion. Ils sont accompagnés d'une mention "Ne pas utiliser sur flamme gaz".

### 30.2.4. Dispositions particulières concernant les chaudières

#### 30.2.4.1. *Conditions de rejet*

Les hauteurs de cheminées et les valeurs limites de rejet sont celles prévues aux articles 15.2. et 15.3. du présent arrêté.

#### 30.2.4.2. *Equipement des chaudières*

L'exploitant doit disposer des appareils de contrôle suivants, en bon état fonctionnement :

- un indicateur de la température des gaz de combustion à la sortie de la chaudière ;
- un analyseur portatif des gaz de combustion donnant la teneur en dioxyde de carbone ou en dioxygène ;
- un déprimomètre enregistreur, excepté le cas où la chaudière est en surpression ;
- un indicateur des débits de combustible et du fluide caloporteur ;
- un enregistreur de pression de vapeur ;
- un indicateur enregistreur de température du fluide caloporteur.

Dans le cas où les chaudières fonctionneraient au fuel domestique sur une durée plus importante que celle de la période de révision annuelle des brûleurs au fuel domestique, l'exploitant doit disposer d'un appareil manuel de mesure de l'indice de noircissement.

#### 30.2.4.3. *Livret de chaufferie*

Les résultats des contrôles tels que définis à l'article 15.5. du présent arrêté, ainsi que les opérations d'entretien des chaudières permettant d'améliorer l'efficacité énergétique des installations, sont portés sur le livret de chaufferie.

## 30.3. - Blanchisserie

Le bâtiment est éloigné de plus de 10 m de toute construction. Il n'est occupé par aucune autre installation que celles attachées à l'activité de blanchisserie.

Le sol est étanche et aménagé de façon à recueillir les déversements accidentels et les eaux de lavage vers une rétention.

Le bâtiment est divisé en deux zones séparées par un mur coupe-feu 1 heure. Les ouvertures de ce mur sont munies de portes coupe-feu 1/2 heure équipé d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.

L'installation est une zone à risque d'incendie et comporte un système de détection automatique d'incendie et d'alerte.

Un ventilateur d'extraction forcée de 3 000 m<sup>3</sup>/h commandé par coup de poing est installé dans le local dédié aux produits lessiviels. Les émissions gazeuses dans l'atmosphère se font à une hauteur minimale de 10 m du sol du bâtiment.

Des protections individuelles (masques, gants, bottes) sont mis à la disposition du personnel présent dans les locaux en nombre suffisant. Une douche de sécurité et un rince-œil sont présents dans le local dédié aux produits lessiviels. Un désinfectant bactéricide à large spectre est diffusé dans le local de tri par un nébuliseur permanent.

Le linge sale doit être stocké dans des sacs étanches hermétiques.

Le linge issu des services de contagieux et de l'unité de médecine nucléaire, ainsi que ceux portés ou mis en contact des personnes soignées par cette unité, ne doit pas être trié en blanchisserie

Des consignes de manipulation des produits sont affichées à l'attention du personnel. Les quantités de produits sont stockées dans des aires sous rétention de capacité unitaire de 1 500 l, hormis le cas de l'eau oxygénée pour laquelle le récipient est de 200 l. Une alarme de niveau équipe les stockages.

#### **30.4. - Installations de compression ou de réfrigération**

##### **30.4.1. Prescriptions particulières aux installations de compression**

Les réservoirs et appareils contenant des gaz comprimés doivent satisfaire à la réglementation des appareils à pression de gaz.

Toutes dispositions sont prises pour éviter les rentrées d'air en un point quelconque du circuit gazeux.

Des filtres maintenus en bon état de propreté doivent empêcher la pénétration des poussières dans le compresseur.

##### **30.4.1.1. *Dispositif d'arrêt de l'installation de compression***

Les compresseurs sont pourvus de dispositifs arrêtant automatiquement l'appareil si la pression de gaz devient trop faible à son alimentation ou si la pression à la sortie dépasse la valeur fixée.

L'arrêt du compresseur doit pouvoir être commandé par des dispositifs appropriés judicieusement répartis, dont l'un au moins est placé à l'extérieur du local.

En cas de dérogation à cette condition, des clapets sont disposés aux endroits convenables pour éviter des renversements dans le circuit du gaz, notamment en cas d'arrêt du compresseur.

### 30.4.1.2. Dispositif de purge

Des dispositifs efficaces de purge sont placés sur tous les appareils aux emplacements où des produits de condensation sont susceptibles de s'accumuler.

Toutes mesures sont prises pour assurer l'évacuation des produits de purge et pour éviter que la manœuvre des dispositifs de purge ne crée des pressions dangereuses pour les autres appareils ou pour les canalisations.

Toutes mesures sont également prises pour l'évacuation à l'extérieur sans qu'il puisse en résulter de danger ou d'inconfort pour le voisinage du gaz provenant des soupapes de sûreté.

### 30.4.2. - Prévention du risque de légionella sur les circuits de refroidissement

**a** - Les dispositifs à refroidissement par pulvérisation d'eau dans un flux d'air sont soumis aux obligations définies par le présent arrêté en vue de prévenir l'émission d'air contaminée par légionella.

**b** - Sont considérés comme faisant partie du système de refroidissement au sens du présent arrêté : les circuits d'eau en contact avec l'air et l'ensemble évaporatif qui leur est lié.

**c** - L'exploitant doit maintenir en bon état de surface, propre et lisse, et exempt de tout dépôt le garnissage et les parties périphériques en contact avec l'eau (et notamment les séparateurs de gouttelettes, caissons...) pendant toute la durée de fonctionnement du système de refroidissement.

**d - I** - Avant la remise en service du système de refroidissement intervenant après un arrêt prolongé, et en tout état de cause au moins une fois par an, l'exploitant procéder à :

- une vidange complète des circuits d'eau destinée à être pulvérisée ainsi que des circuits d'eau d'appoint ;
- un nettoyage mécanique et/ou chimique des circuits d'eau, des garnissages et des parties périphériques ;
- une désinfection par un produit dont l'efficacité vis-à-vis de l'élimination des légionella a été reconnue, tel que le chlore ou tout autre désinfectant présentant des garanties équivalentes.

Cette désinfection s'applique, le cas échéant, à tout poste de traitement d'eau situé en amont de l'alimentation en eau du système de refroidissement.

Lors des opérations de vidange des circuits, les eaux résiduelles sont soit rejetées à l'égout soit récupérées et éliminées dans un centre de traitement des déchets dûment autorisé à cet effet au titre de la législation des installations classées. Les rejets à l'égout ne doivent pas nuire à la sécurité des personnes ni à la conservation des ouvrages.

Des analyses d'eau par recherche de légionella sont également effectuées de manière régulière, et en tout état de cause au moins une fois par an. L'une au moins des analyses effectuées intervient sur la période de mai à octobre.

**d - II** - Si l'exploitant justifie d'une impossibilité technique à respecter les dispositions du paragraphe d-I ci-dessus, il doit mettre en œuvre un traitement efficace contre la prolifération des légionella, validé in situ par des analyses d'eau pour recherche de légionella, dont une au moins intervient sur la période de mai à octobre.

**e** - Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, l'exploitant met à disposition des personnes intervenant à l'intérieur ou à proximité du système de refroidissement et susceptibles d'être exposées par voie respiratoire aux aérosols des équipements individuels de protection adaptés (masque pour aérosols biologiques, gants...), destinés à les protéger contre l'exposition :

- aux produits chimiques ;
- aux aérosols d'eau susceptibles de contenir des germes pathogènes.

**f** - Pour assurer une bonne maintenance du système de refroidissement, l'exploitant fait appel à du personnel compétent dans le domaine du traitement de l'eau.

**g** - L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur le système de refroidissement dans un livret d'entretien qui mentionne :

- les volumes d'eau consommée mensuellement ;
- les périodes de fonctionnement et d'arrêt ;
- les opérations de vidange, nettoyage et désinfection (dates / nature des opérations / identification des intervenants / nature et concentration des produits de traitement) ;
- les analyses liées à la gestion des installations (température, conductivité, pH, TH, TAC, chlorures, concentration en légionella...).

Les plans des installations comprenant notamment le schéma à jour des circuits de refroidissement doivent être annexés au livret d'entretien.

Le livret d'entretien est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

**h** - L'inspection des installations classées peut à tout moment demander à l'exploitant d'effectuer des prélèvements et analyses en vue d'apprécier l'efficacité de l'entretien et de la maintenance des circuits d'eau liés au fonctionnement du système de refroidissement.

Ces prélèvements et analyses microbiologiques et physico-chimiques sont réalisés par un laboratoire qualifié dont le choix est soumis à l'avis de l'inspection des installations classées.

Les frais des prélèvements et analyses sont supportés par l'exploitant.

Les résultats d'analyses doivent être adressés sans délai à l'inspection des installations classées.

**i** - Si les résultats d'analyses réalisées en application de l'article d, de l'article g ou de l'article h mettent en évidence une concentration en légionella supérieure à  $10^5$  unités formant colonies par litre d'eau, l'exploitant doit immédiatement éviter le fonctionnement du système de refroidissement. Sa remise en service est conditionnée au respect des dispositions de l'article d.I.

Si les résultats d'analyses réalisées en application de l'article d, de l'article g ou de l'article h mettent en évidence une concentration en légionella comprise entre  $10^3$  et  $10^5$  unités formant colonies par litre d'eau, l'exploitant fait réaliser un nouveau contrôle de la concentration en légionella un mois après le premier prélèvement. Le contrôle mensuel est renouvelé tant que cette concentration reste comprise entre ces deux valeurs.

j - L'alimentation en eau d'appoint de chaque système de refroidissement répond aux règles de l'art et est dotée d'un compteur.

Le circuit d'alimentation en eau du système de refroidissement et équipé d'un ensemble de protection par disconnexion situé en amont de tout traitement de l'eau de l'alimentation.

k - Les rejets d'aérosols ne sont situés ni au droit d'une prise d'air, ni au droit d'ouvrants. Les points de rejet sont en outre disposés de façon à éviter le siphonnage de l'air chargé de gouttelettes dans les conduits de ventilation d'immeubles avoisinants ou les cours intérieures.

### **30.5. - Dépôt de liquides inflammables**

#### **30.5.1. Dispositions générales**

##### **30.5.1.1. *Canalisations***

Les canalisations de remplissage, de soutirage ou de liaison enterrées et non conformes aux dispositions suivantes du présent article doivent subir un contrôle d'étanchéité tous les 10 ans par un organisme agréé suivant l'annexe III de l'arrêté du 22 juin 1998 susvisé.

Les canalisations enterrées nouvelles constituées d'une simple enveloppe en acier sont interdites.

Les canalisations de remplissage, de soutirage ou de liaison entre les réservoirs installées après la date de publication du présent arrêté doivent :

- soit être munies d'une deuxième enveloppe externe étanche en matière plastique, séparée par un espace annulaire de l'enveloppe interne, dont les caractéristiques répondent aux références normatives en vigueur ;
- soit être conçues de façon à présenter des garanties équivalentes aux dispositions précédentes en terme de double protection.

Toutefois, lorsque les produits circulent par aspiration ou gravité, sont acceptées les canalisations enterrées à simple enveloppe :

- soit composites constituées de matières plastiques ;
- soit métalliques spécifiquement protégées contre la corrosion (gaine extérieure en plastique, protection cathodique ou une autre technique présentant des garanties équivalentes).

De plus, lorsque les produits circulent par aspiration, le clapet anti-retour est placé au plus près de la pompe.

Dans le cas des canalisations à double enveloppe, un point bas (boîtier de dérivation, réceptacle au niveau du trou d'homme de réservoir) doit permettre de recueillir tout écoulement de produit en cas de fuite de la canalisation. Ces points bas sont pourvus d'un regard permettant de vérifier l'absence de liquide ou de vapeur.

Si une fuite est détectée sur une canalisation, l'exploitation de la partie défailante de l'installation ne peut reprendre que lorsque celle-ci satisfait aux objectifs définis ci-dessus.

#### *30.5.1.2. Limiteur de remplissage*

Toute opération de remplissage doit être contrôlée par un dispositif de sécurité qui interrompt automatiquement le remplissage du réservoir lorsque le niveau maximal d'utilisation est atteint.

Ce dispositif est conforme à la norme NFM 88-502 ou à toute autre norme d'un Etat-membre de l'Espace Economique Européen, reconnue équivalente, limiteur de remplissage pour réservoir enterré de stockage de liquides inflammables. Il doit être autonome et fonctionner lorsque le ravitaillement du réservoir s'effectue par gravité ou avec une pompe.

Sur chaque canalisation de remplissage et à proximité de l'orifice doit être mentionnée, de façon apparente, la pression maximale de service du limiteur de remplissage.

Il est interdit de faire subir au limiteur de remplissage, en exploitation, des pressions supérieures à la pression maximale de service.

#### *30.5.1.3. Events*

Tout réservoir doit être équipé d'un ou plusieurs tubes d'évent fixes, d'une section totale au moins égale au quart de la somme des sections des canalisations de remplissage.

Lorsque l'installation n'est pas visée par les dispositions relatives à la récupération des vapeurs, les événements ne comportent ni robinet, ni obturateur.

Les événements ont une direction ascendante et leurs orifices débouchent à l'air libre en un endroit visible depuis le point de livraison, à au moins 4 m au-dessus du niveau de l'aire de stationnement du véhicule livreur et à une distance horizontale minimale de 3 m de toute cheminée, feu nu, porte ou fenêtre de locaux habités ou occupés. Cette distance est d'au moins de 10 m vis-à-vis des issues des établissements des catégories 1, 2, 3 ou 4 recevant du public d'une part et des parois des réservoirs aériens et enterrés de gaz inflammables liquéfiés d'autre part.

#### *30.5.1.4. Niveau*

Chaque réservoir doit être équipé d'un dispositif permettant de connaître à tout moment le volume du liquide contenu.

Ce dispositif est indépendant du limiteur de remplissage mentionné dans l'article 30.5.1.2. du présent arrêté.

### 30.5.1.5. Distance

Les parois des réservoirs doivent être situées à une distance horizontale minimale de 2 m des limites de propriété ainsi que des fondations de tout local présent dans l'installation.

Cette distance doit être au moins de 6 m vis-à-vis des issues de tout établissement des catégories 1, 2, 3 ou 4 recevant du public d'une part et des parois des réservoirs aériens et enterrés de gaz inflammables liquéfiés d'autre part.

### 30.5.1.6. Réservoir enterré

Conformément à l'une des dispositions suivantes, tout réservoir nouvellement enterré doit être :

- soit à double paroi en acier, conforme à la norme NF M 88-513 ou à toute autre norme d'un Etat-membre de l'Espace Economique Européen, reconnue équivalente, muni d'un système de détection de fuite entre les deux protections qui déclenche automatiquement une alarme optique et acoustique ;
- soit placé dans une fosse constituant une enceinte fermée et étanche, réalisée de manière à permettre la détection d'une éventuelle présence de liquide en point bas de la fosse ;
- soit conçu de façon à présenter des garanties équivalentes aux dispositions précédentes en terme de double protection et de détection de fuite.

### 30.5.1.7. Cessation d'activité

Lors d'une cession d'activité de l'exploitation, les réservoirs doivent être dégazés et nettoyés avant d'être retirés ou à défaut neutralisés par un solide physique inerte.

Le produit utilisé pour la neutralisation doit recouvrir toute la surface de la paroi interne du réservoir et posséder à terme une résistance suffisante pour empêcher l'affaissement du sol en surface.

Une neutralisation à l'eau peut être tolérée lors d'une cessation d'activité temporaire. Une réépreuve est effectuée avant la remise en service de l'exploitation. Une neutralisation à l'eau ne peut excéder 24 mois.

## 30.6. - Appareils contenant des PCB

Sont appelés PCB, les substances ou préparations dont la teneur en polychlorobiphényles, en polychloroterphényles, en mono-méthyl-diphényl méthane, en mono-méthyl-dichloro-diphényl méthane, en mono-méthyl-dibromo-diphényl méthane, ainsi que tout mélange dont la teneur cumulée en ces substances est supérieure à 50 ppm en masse.

### 30.6.1. - Déclaration des appareils

L'exploitant est tenu de déclarer la détention des appareils contenant un volume supérieur à 5 dm<sup>3</sup> de PCB auprès du Préfet conformément à l'article 7.1 du décret du 2 février 1987 susvisé modifié. La déclaration doit contenir les indications suivantes :

- nom et adresse du détenteur,
- emplacement et description de l'appareil,



- date de la présente autorisation,
- quantité de PCB contenue dans l'appareil,
- date et type de traitement ou de substitution effectué ou envisagé.

Pour les appareils contenant entre 500 ppm et 50 ppm en masse de PCB, les indications des deux derniers tirets sont facultatives dans la déclaration.

La déclaration de détention en Préfecture doit être effectuée dans les formes prévues aux annexes I et II de l'arrêté du 13 février 2001 susvisé.

### 30.6.2. - Marquage des appareils

Les appareils contenant des PCB doivent porter un marquage indélébile reprenant les indications suivantes :

- appareil contenant des PCB
- concentration mesurée ou supposée (en ppm de la masse) :
  - date de la mesure (éventuelle)
  - date de la présente autorisation

Pour les appareils contenant entre 500 ppm et 50 ppm en masse de PCB, seule la mention "contamination en PCB < 500 ppm" est portée sur le marquage.

Les appareils décontaminés ayant contenu des PCB doivent porter le marquage indélébile suivant :

- appareil décontaminé ayant contenu des PCB
- le liquide contenant des PCB a été remplacé :
  - par (nom du substitut)
  - le (date)
  - par (nom de l'entreprise)
- la concentration en PCB :
  - de l'ancien liquide (ppm en masse)
  - du nouveau liquide (ppm en masse).

Un étiquetage similaire doit figurer sur les portes des locaux où l'appareil se trouve.

### 30.6.3. - Conditions d'emploi et de stockage des appareils

Nonobstant les prescriptions du présent article, les locaux où sont stockés ou employés les appareils contenant des PCB sont ventilés. Ils sont implantés à une distance d'au moins 10 m de la limite de propriété du site ou de bâtiments occupés ou habités par des tiers. Ils sont séparés par un cloisonnement des locaux où sont exercées d'autres activités.

Les sols de ces locaux doivent être étanches et réalisés en matériaux aisément décontaminables.

Les éléments de construction de ces locaux sont résistants une heure au feu et les portes pare-flammes une demi-heure ; l'exploitant en précise les caractéristiques.

Les trémies de passage de câbles dans le sol doivent être étanches à la flamme et aux liquides.

Les canalisations sous plancher d'eaux usées et toute canalisation de gaz sont interdites.

L'aménagement des locaux est conçu de façon à ce que les écoulements ou suintements, les vapeurs et fumées consécutives à un accident intéressant des PCB ne puissent atteindre les locaux habités ou des bureaux voisins.

L'exploitant s'assure que l'environnement immédiat de l'installation ne comporte pas de stock de matières inflammables susceptible de provoquer ou d'alimenter un incendie.

Tous dépôts et appareils fixes contenant des PCB doivent être pourvus de dispositifs étanches de rétention des écoulements conformes aux prescriptions de l'article 4.4 du présent arrêté.

Les stocks sont conditionnés dans des récipients résistants et identifiés par étiquetage.

Une vérification périodique, visuelle le cas échéant, de l'étanchéité ou de l'absence de fuite est effectuée tous les ans sur les cuves, appareils, récipients. Les dispositifs de rétention sont inspectés.

Les résultats de ces contrôles sont reportés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Toutes opérations ou manutentions effectuées dans l'installation sont effectuées de telle sorte qu'il n'en résulte pas d'émanation gênante pour le voisinage ou nuisible pour la santé publique ou pour la végétation.

Il est interdit au personnel de circuler en dehors du site de l'installation avec des vêtements de travail souillés de PCB.

Les eaux résiduelles, notamment les eaux de lavages de récipients ou d'ateliers ainsi que les eaux de vestiaires souillées ne sont pas rejetées au milieu naturel ou dans un réseau collectif d'assainissement, mais évacuées pour être éliminées dans une installation régulièrement autorisée conformément aux dispositions du point 7.3.2. du présent arrêté.

Toute réception ou enlèvement de produits contenant des PCB fait l'objet d'une comptabilité précise.

Tout brûlage à l'intérieur de l'installation est interdit.

L'emploi du chalumeau ou de l'arc électrique est interdit dans les zones affectées au PCB sauf délivrance d'un permis de feu (délivré, après nettoyage des pièces, par une personne compétente désignée par l'exploitant).

#### 30.6.4. - Entretien des appareils

L'entretien des appareils contenant des PCB ne peut continuer, en attendant leur décontamination, leur mise en service ou leur élimination, que si l'objectif est d'assurer que les fluides qu'ils contiennent sont conformes aux normes ou spécifications techniques relatives à la qualité diélectrique et à condition que les appareils soient en bon état de fonctionnement et ne présentent pas de fuite.

Le complément des niveaux en PCB ne peut être effectué que dans les appareils mis en service avant le 4 février 1987.

#### 30.6.5. - Décontamination et élimination des appareils

Les appareils contenant des PCB doivent être décontaminés ou éliminés dans une filière autorisée à cet effet avant le 31 décembre 2010 ou préalablement à la démolition de tout ou partie du bâtiment abritant les appareils, à l'exception des transformateurs dont les liquides contiennent entre 500 ppm et 50 ppm en masse de PCB qui sont éliminés à la fin de leur terme d'utilisation.

L'exploitant procède à des analyses systématiques après la phase de décontamination d'éléments, des appareils, objets, matières, sols ou substances liquides ayant ou ayant pu contenir des PCB.

Tout matériel imprégné de PCB ne peut être destiné au ferrailage qu'après décontamination.

Est considérée comme activité de décontamination toute opération ou ensemble d'opérations qui permettent que des appareils, matières ou substances liquides contaminés par des PCB soient réutilisés ou recyclés ou traités de manière à abaisser leur taux en PCB. Ces opérations peuvent comprendre la substitution, c'est-à-dire toutes les opérations par lesquelles les PCB sont remplacés par des liquides appropriés ne contenant pas de PCB.

S'agissant des transformateurs, l'objectif de la décontamination est de ramener le niveau de PCB à moins de 500 ppm en masse et si possible à moins de 50 ppm en masse : le liquide de remplacement ne contenant pas de PCB doit présenter sensiblement moins de risque pour l'environnement et la santé et le remplacement du liquide ne doit pas compromettre l'élimination ultérieure de ces substances.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées de la direction finale des PCB ou des substances souillées. Il tient à sa disposition les justificatifs de leur élimination dans une filière autorisée à cet effet.

#### 30.6.6. - Cas d'un sinistre sur les appareils

L'exploitant informe immédiatement l'inspection des installations classées de tout incident ou accident survenu au cours d'une opération ou d'une manipulation de produits contenant des PCB.

Il fait procéder sans délai aux analyses nécessaires pour caractériser la contamination de l'installation et de l'environnement en PCB et en produits de décomposition éventuels tels dioxine ou furane, lorsque le déroulement de l'accident permet de craindre leur formation. Dans ce cas, la précision des analyses doit atteindre le nanogramme de PCDD et PCFD par mètre carré contaminé.

Le résultat de ces analyses est transmis à l'inspection des installations classées qui peut exiger toute investigation complémentaire qui s'avérerait nécessaire.

L'exploitant élimine dans une installation dûment autorisée à cet effet les gravats, sols ou matériaux contaminés et toutes les eaux ou liquides contaminés.

En cas d'écoulement sur le sol, les matières contaminées sont enlevées sans utilisation de flamme, décontaminées ou éliminées dans une installation autorisée à cet effet.

L'exploitant demande et archive les justificatifs de ces traitements. Il rend compte par écrit tous les trois mois à l'inspection des installations classées des modalités d'élimination des déchets.

Tous les contrôles et analyses réguliers ou exceptionnels à la suite d'accident sont aux frais de l'exploitant.

### **30.7. - Charge d'accumulateurs**

Les installations de charge d'accumulateurs sont à risque notamment d'explosion. Les locaux contenant une installation de charge d'accumulateurs sont construits en matériaux incombustibles.

Les locaux dédiés aux charges d'accumulateurs ne doivent avoir aucune autre affectation. En particulier, il est interdit d'y installer un dépôt de matières combustibles. Le sol est imperméable et présente une pente convenable pour l'écoulement des eaux de manière à éviter toute stagnation. Les murs autour de l'installation sont recouverts d'un enduit étanche sur une hauteur d'un mètre au moins à partir du sol.

Pour ces locaux non équipés de détecteur d'hydrogène, l'interruption du système d'extraction d'air doit interrompre automatiquement, également, l'opération de charge et déclencher une alarme.

Le débit d'extraction est donné par la formule suivante :  $Q = 0,05 n.I$  où

$Q$  : débit minimal de ventilation, en  $m^3/h$

$n$  : nombre total d'éléments de batteries en charge simultanément

$I$  : courant d'électrolyse, en A

Pour les parties de l'installation équipées de détecteurs d'hydrogène, le seuil de la concentration limite en hydrogène admis dans le local est pris à 25 % de la limite inférieure d'explosibilité (L.I.E.), soit 1 % d'hydrogène dans l'air. Le dépassement de ce seuil doit interrompre automatiquement l'opération de charge et déclencher une alarme.

Le chauffage du local contenant une installation de charge d'accumulateurs ne peut se faire que par fluide chauffant (air, eau, vapeur d'eau), la température de la paroi extérieure chauffante n'excédant pas 150° C. Aucune chaudière ne peut être présente dans ce local.

### **30.8. - Atelier de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur**

30.8.1. Si l'atelier est contigu ou situé à moins de 8 m d'un local occupé ou habité par des tiers, les éléments de construction séparatifs sont en matériaux MO du point de vue de leur réaction au feu et coupe-feu de degré 2 heures.

Les éléments de structure non mitoyens sont stables au feu de degré 2 heures.

Le sol est en matériaux imperméables et MO du point de vue de sa réaction au feu et de plus a une pente suffisante pour que toutes les eaux et tout liquide accidentellement répandus s'écoulent facilement conformément aux dispositions de l'article 4.5 du présent arrêté.

Aucune ouverture ou baie vitrée ne doit être située à moins de 8 m des éléments de construction du voisinage. Les verrières et baies vitrées sont en outre soit en verre armé, soit doublées d'un grillage résistant et à mailles fines.

30.8.2. L'atelier n'a pas de communication directe avec les locaux habités ou occupés par des tiers.

30.8.3. Les essais de moteurs à l'intérieur de l'atelier ne peuvent être effectués qu'après branchement de l'échappement sur une canalisation spéciale faisant office de silencieux, et reliée à un conduit assurant l'émission des gaz à 1,20 m au-dessus de tout obstacle (évent, conduit ou construction) dans un rayon de 20 m ; l'emplacement de l'extrémité supérieure du conduit d'évacuation est tel qu'il ne puisse y avoir siphonnage de l'air évacué dans des conduits de cheminées avoisinantes.

30.8.4. L'atelier est divisé soit en postes de travail spécialisés, soit en postes de travail multifonctions.

Chaque poste de travail doit être aménagé pour ne recevoir qu'un seul engin à la fois.

Les distances entre postes de travail sont suffisantes pour assurer un isolement des véhicules propre à prévenir la propagation d'un incendie d'un engin à un autre.

Les opérations de soudage ne peuvent avoir lieu que sur des postes de travail aménagés à cet effet et dans des conditions définies par des consignes internes.

30.8.5. Des dispositions sont prises pour que tout commencement d'incendie puisse être rapidement combattu. En particulier, sont répartis dans tout le local, en des endroits facilement accessibles, et bien mis en évidence :

- des seaux et caisses de sable meuble avec pelles de projection ;
- des extincteurs portatifs de type normalisé adaptés aux risques.

Ce matériel doit être maintenu en bon état d'utilisation.

### **30.9. - Installations de stockage et d'emploi de bouteilles d'oxygène**

#### **30.9.1. Implantation - aménagement**

##### ***30.9.1.1. Règles d'implantation***

Les installations sont à risques et doivent être implantées à une distance d'au moins 8 m des limites de propriété.

Cette distance n'est pas exigée si les installations sont séparées des limites de propriété par un mur plein sans ouverture, construit en matériaux incombustibles et de caractéristiques coupe-feu de degré 2 heures, d'une hauteur de 3 m ou s'élevant jusqu'à la toiture (hauteur inférieure à 3 m) et ayant une disposition telle que la distance horizontale de contournement soit d'au moins 5 m.

### 30.9.1.2. Accessibilité

Une clôture comportant au moins une porte s'ouvrant vers l'extérieur, construite en matériaux incombustibles, totalement ou partiellement grillagée, d'une hauteur minimale de 1,75 m doit délimiter les parties en plein air ou sous simple abri des installations.

Dans le cas de locaux abritant les installations proprement dites, ceux-ci doivent être pourvus d'une porte au moins, ouvrant vers l'extérieur, équipée d'un dispositif antipanique et construite en matériaux incombustibles.

Cette porte doit être fermée à clef en dehors des heures de service.

### 30.9.2. Stockage d'autres produits

Des récipients de gaz non inflammables et non comburants peuvent être stockés dans le local ou à l'intérieur des installations.

Des récipients de gaz comburants ou inflammables peuvent être stockés dans le local ou à l'intérieur des installations s'ils sont séparés des récipients soit par une distance de 8 m, soit par un mur plein sans ouverture présentant une avancée de 1 m, construit en matériaux incombustibles, de caractéristique coupe-feu de degré 2 heures, s'élevant jusqu'à une hauteur de 3 m ou jusqu'à la toiture (hauteur inférieure à 3 m), sauf prescriptions plus contraignantes imposées par une autre installation.

### 30.9.3. Risques

#### 30.9.3.1. *Moyens de secours contre l'incendie*

Les installations doivent être dotées de moyens de secours contre l'incendie adaptés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ceux-ci sont au minimum constitués de deux extincteurs à poudre de 9 kg chacun.

Un poste d'eau équipé en permanence doit être disposé à distance convenable pour permettre l'arrosage éventuel des bouteilles de façon à éviter leur échauffement.

#### 30.9.3.2. *Cuvette de rétention*

Dans le cas où les installations comportent un ou plusieurs récipients fixes d'oxygène liquide, la disposition du sol doit s'opposer à tout épanchement éventuel d'oxygène liquide dans les zones où ils présenteraient un danger.

Les points particuliers où la présence d'oxygène liquide serait source de danger ou d'aggravation de danger (ouvertures de caves, fosses, trous d'homme, passages de câbles électriques en sol, caniveaux, regards, etc...) doivent être éloignés de 5 m au moins des limites de l'installation.

Cette distance n'est pas exigée si des dispositions sont prises pour éviter qu'un épanchement éventuel d'oxygène liquide puisse s'écouler vers lesdites zones, par exemple en imposant une distance horizontale de contournement au moins égale à 5 m.

**30.10. - Dépôt et atelier de travail du bois et de matériaux combustibles analogues**

Les locaux contenant les dépôts et ateliers de travail de bois et de matériaux combustibles analogues sont des zones à risques et doivent être situés à plus de 10 m de la limite de propriétés ou de bâtiments habités ou occupés par des tiers.

Les stocks de bois sont disposés en îlots de piles de bois ne dépassant pas 3 m de haut, séparés par des passages de plus de 2 m de large de façon à être accessibles en toute circonstance et à permettre la mise en œuvre rapide des moyens de secours contre l'incendie en tout point du stockage.

Des mesures doivent être prises pour éviter toute accumulation dans les locaux de copeaux de déchets de sciures ou poussières : en conséquence les ateliers sont régulièrement balayés en fin de la journée de travail et il est procédé, aussi fréquemment qu'il est nécessaire, à l'enlèvement des poussières qui se seraient accumulées sur les équipements des locaux ou les éléments de construction. Les résidus et poussières ainsi collectés sont évacués régulièrement afin d'en limiter le stockage en très faible quantité.

## TITRE VIII : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

### **ARTICLE 31 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET PARTICULIÈRES**

#### **31.1. - Compléments et abrogations de prescriptions**

Le présent arrêté préfectoral précise et complète les prescriptions réglementaires définies par l'arrêté préfectoral du 10 mars 1976 susvisé.

Toutes les dispositions prévues par l'arrêté préfectoral du 10 mars 1976 visé ci-dessus qui seraient contraires aux prescriptions réglementaires du présent arrêté, sont abrogées ainsi que toutes celles des arrêtés préfectoraux suivants :

- arrêté préfectoral du 5 décembre 1978 dérogeant aux conditions d'exploitation d'une installation d'incinération ;
- arrêté préfectoral du 28 mars 1980 autorisant l'exploitation d'une buanderie-blanchisserie.

#### **31.2. - Modifications**

Toute modification apportée au mode d'exploitation, à l'implantation du site ou d'une manière plus générale à l'organisation doit être portée à la connaissance :

- du Préfet
- du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours
- de l'Inspection des installations classées

dès lors que cette modification est de nature à entraîner un changement notable du dossier de demande d'autorisation ou des hypothèses ayant servi à l'élaboration de l'étude des dangers, ce qui peut conduire au dépôt d'un nouveau dossier de demande d'autorisation.

#### **31.3. - Délais de prescriptions**

Pour une installation nouvelle, la présente autorisation, qui ne vaut pas permis de construire, cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans. Pour une installation existante, elle cesse de produire effet si l'installation n'a pas été exploitée durant deux années consécutives sauf cas de force majeure.

Un échéancier de mise en conformité selon certaines prescriptions définies par le présent arrêté est donnée par le tableau suivant :

Articles	Prescriptions	Délais
5.3.	Etude de faisabilité du système de déconnexion	6 mois
	Réalisation du système de déconnexion	1 an
6.3.1.	Installation du déshuileur-débourbeur du parking interne réservé aux personnels	6 mois
	Installation du déshuileur-débourbeur du parking externe réservé aux visiteurs	1 an
6.3.2.	Neutralisation des eaux usées des laboratoires	2 an

Les délais courent à compter de la notification du présent arrêté.



#### **31.4. - Cessation d'activités**

En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement.

Au moins un mois avant la mise à l'arrêt de l'installation, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour la remise en état du site et comportant notamment :

- 1°) l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes susceptibles d'être véhiculées par l'eau ainsi que des déchets présents sur le site,
- 2°) la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
- 3°) l'insertion du site de l'installation dans son environnement,
- 4°) en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.

#### **31.5. - Délai et voie de recours**

La présente décision ne peut être déférée qu'à un Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, de 4 ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 32. -**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord et Monsieur le sous-préfet de VALENCIENNES sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société et dont ampliation sera adressée à :

- Mesdames et Messieurs les maires de VALENCIENNES, ANZIN, AUBRY-du-HAINAUT, AULNOY-les-VALENCIENNES, BEUVRAGES, BRUAY-sur-L'ESCAUT, HERIN, LA SENTINELLE, MARLY, PETITE-FORET, RAISMES, SAINT-SAULVE, TRITH-SAINT-LEGER
- Monsieur l'ingénieur en chef des mines, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement
- Madame et Messieurs les chefs des services consultés lors de l'instruction de la demande ou concernés par une ou plusieurs dispositions de l'arrêté.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de VALENCIENNES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant ;
- un avis sera inséré, par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Fait à LILLE, le 18 JUILLET 2002

LE PREFET,  
pour le Préfet,  
LE SECRETAIRE GENERAL ADJOINT,

Jacky HAUTIER.

pour ampliation,  
P/LE CHEF DE BUREAU DELEGUE,

  
Fabrice FALVO.

